



Chancellerie d'Etat

Château cantonal

1014 Lausanne

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2016

du Département des finances et des relations extérieures

Le rapport se présente par service

- Groupes de prestations
- Evénements marquants, évolutions significatives
- Projets particuliers
- Sources d'informations complémentaires

2016 au Département des finances et des relations extérieures

Au plan politique, l'évènement marquant de l'année 2016 est sans conteste la votation populaire cantonale du 20 mars sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). A la suite d'un référendum et par 87,12% de oui, (35,31% de participation) les citoyennes et citoyens vaudois approuvent cet objet soigneusement préparé depuis 2012. Le projet se caractérise par son équilibre: l'abaissement du taux d'imposition des bénéfices de 21,6% en 2016 à 13,79% dès 2019 s'accompagne de mesures sociales en faveur du pouvoir d'achat des ménages. Vaud anticipe ainsi l'application de la RIE III fédérale approuvée par les Chambres en automne 2016 et sur laquelle le peuple suisse doit se prononcer le 12 février 2017.

Ménage courant et investissements

Le chef du Département Pascal Broulis présente le 23 mars les comptes 2015 de l'Etat, qui se soldent par un excédent de 194 millions. Le bouclage de l'exercice intègre des amortissements non planifiés au budget qui portent notamment sur des prêts aux entreprises de transports publics et des subventions d'investissement, ainsi qu'un préfinancement dans le cadre de la stratégie immobilière du canton. Les dépenses ordinaires de l'Etat affichent une croissance de 3,8%, supérieure au budget (+2,8%) mais comparable à l'année précédente (+3,7%).

S'agissant des investissements, des prêts et des garanties octroyés, l'Etat a injecté globalement 589 millions dans l'économie vaudoise en 2015. Les investissements bruts (y compris la part des tiers) atteignent 331 millions, soit 19 de plus qu'en 2014. Au final, après neuf réductions consécutives, la dette nette du Canton remonte légèrement depuis deux ans pour atteindre 705 millions au 1er janvier 2016. La recapitalisation de la Caisse de pensions du canton et la montée en puissance des investissements expliquent principalement cette augmentation qui devrait se poursuivre à un rythme maîtrisé. La solidité financière du canton est soulignée une nouvelle fois par l'agence Standard & Poor's qui lui confirme à deux reprises durant l'année 2016 sa note «AAA».

Politique fédérale et rayonnement du canton

En 2016, l'Office des affaires extérieures (OAE) poursuit ses démarches afin de défendre les intérêts du canton de Vaud auprès de la Confédération, des cantons et de ses voisins européens. Outre la RIE III, plusieurs autres dossiers majeurs de politique fédérale occupent l'Office, comme la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, la péréquation financière, les crédits destinés à la formation, la recherche et l'innovation, la fiscalité agricole ou encore la Stratégie énergétique 2050. Sur la scène transfrontalière, on peut signaler son action pour améliorer les liaisons sur le Léman ainsi que la publication de deux études consacrées à l'espace d'échange lémanique.

L'OAE contribue en outre à promouvoir les objets à fort rayonnement pour le canton. Pascal Broulis, président du Comité de pilotage du Pôle muséal, rebaptisé Plateforme 10, et la conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon en charge de la culture posent le 6 octobre la première pierre du nouveau Musée cantonal des Beaux-Arts (mcb-a). Avec la désignation l'année précédente du projet architectural lauréat en vue de la réalisation du futur Musée de l'Elysée et du mudac, c'est le nouveau quartier culturel qui franchit ses premières étapes à côté de la gare de Lausanne. Pendant l'été 2016, Plateforme 10 se présente également à la Biennale internationale d'architecture de Venise ainsi qu'aux Rencontres d'Arles de la photographie.

Suivi budgétaire et Système d'information financier

Dans le cadre de ses activités courantes de planification et de directives, d'élaboration du budget, de trésorerie, de clôture des comptes, de gestion de la dette ou encore de préavis sur les objets financiers, le Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI) met en place au début 2016 un suivi budgétaire mensuel. Le contexte économique toujours plus volatile et ses conséquences parfois rapides sur les finances publiques, ainsi que la récente résurgence de crédits supplémentaires importants rendent nécessaire cet examen régulier qui complète le suivi trimestriel introduit il y a une quinzaine d'années. Ce nouvel outil se concentre sur les principales rubriques financières de l'Etat, permettant ainsi une vision en temps réel de l'évolution des risques budgétaires et des recettes fiscales.

Un autre grand chantier se termine pour le service qui livre en novembre au Conseil d'Etat son rapport sur la mise en œuvre du Système d'information financier SAP. D'une manière générale, les objectifs de ce vaste projet initié en 2010 sont atteints, pour un coût final de 31 millions dans la cible prévue. L'application obsolète Procofiév est remplacée; les processus d'élaboration du budget et de bouclage des comptes sont améliorés et sécurisés. L'ensemble de la fonction financière de l'Etat est dotée désormais d'un outil de gestion performant, évolutif et dont le fonctionnement donne satisfaction à ses 600 utilisateurs.

Immeubles et construction

Toujours plus fortement sollicité, le Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPaL) pilote en 2016 pas moins de 83 projets de bâtiments en phase de planification, d'études ou de travaux pour un montant global de 2,42 milliards. Un an plus tôt, il gérât 71 objets pour un total de 2,18 milliards. Trois projets emblématiques pour le canton entrent dans leur phase de construction durant l'année: le mcb-a (84 millions), le bâtiment Synathlon à Dornigen (27 millions) et le pont de liaison du terrain de La Pala à Chavannes-près-Renens en vue de la réalisation dès 2017 des logements pour étudiants Vortex (194 millions). Parmi les chantiers toujours en cours en 2016 se distinguent le Centre d'enseignement postobligatoire de l'Ouest lausannois (61 millions), celui de Nyon (56 millions), la HEIG d'Yverdon-les-Bains (49 millions), le Château Saint-Maire (23 millions) ou encore le Parlement cantonal (25 millions) qui sera inauguré le 14 avril 2017.

Pour rendre son fonctionnement interne plus rationnel, le SIPaL fusionne sa Division stratégie et développement avec sa Division architecture et ingénierie qui conserve sa dénomination. Cette réorganisation permet notamment aux mêmes responsables de superviser leur projet de sa conception à son inauguration.

Direction générale de la fiscalité

A la fin 2016, près de 80% des 430'000 déclarations 2015 déposées sont taxées par l'Administration cantonale des impôts, soit légèrement mieux que l'an dernier compte tenu de l'augmentation du nombre de contribuables vaudois (+10'000 par an). Face à cette croissance qui suit celle de la population, la Direction générale de la fiscalité (DGF) poursuit ses automatisations en offrant toujours plus de prestations en ligne. L'année 2016 est marquée par ces importantes migrations informatiques, notamment un seul Registre des contribuables (personnes physiques, personnes morales et source) interfacé avec le Registre des personnes (Contrôle des habitants, Etat-civil) et le Registre cantonal des entreprises, lui-même issu du Registre du commerce, de l'AVS, etc. Une seule base de données permet aujourd'hui un travail administratif simplifié.

Le Registre foncier a connu le regroupement des bureaux de Morges et Nyon à Tolochenaz et le développement de prestations informatiques (réquisitions en ligne) avec les notaires.

702.1 Etat-major

Appui au Chef de département et aux services dans la gestion des affaires départementales, dans les activités de membre du CE ou toute autre activité de nature politique.

Descriptif

- Conseil et préparation des dossiers pour le Chef de département.
- Appui au Chef de département et aux services dans la conception et/ou la mise en oeuvre de projets, décisions, et autres réalisations départementales.
- Coordination et liaison administrative avec les diverses entités de l'Etat et les partenaires extérieurs.
- Conception, organisation et mise en oeuvre de la communication du département.
- Lien départemental avec le Grand Conseil.
- Lien départemental avec la Cour des comptes.
- Analyses économiques, politiques et juridiques.
- Appui en gestion RH et en matière de politique du personnel.
- Préparation et appui à l'élaboration d'EMPL-EMPD + réponses aux interventions parlementaires.
- Lien avec les commissions permanentes du Grand Conseil.
- Salines Suisses SA et Palexpo SA – lien avec le représentant de l'Etat au Conseil d'administration et avec les signataires de la convention d'actionnaires.
- Participation aux séances des COPIL Infofisc (ACI) et REFA (CADEV).
- Présidence du groupe "Parc immobilier" pour les investissements annuels.
- Secrétariat, agenda, déplacements.
- Comptes et budget du service (OAE, StatVD, SG) - SP 051.
- Appui juridique au SIPAL, au SAGEFI et au Registre Foncier.
- Support informatique, logistique et économat.
- Coordination avec la DGF, le SIPAL et le SAGEFI, ainsi qu'avec l'OAE et StatVD.
- Réponses à diverses consultations cantonales et fédérales.
- Application des lois sur les subventions (LSubv) et sur les participations de l'Etat et des communes à des personnes morales (LPECPM).
- Inventaires sur les Subventions et Participations.
- Membre de la Commission de péréquation entre le Canton et les communes (COPAR).
- Secrétariat de l'Organe de prospective et gestion des séances.
- Appui général aux Conférences des directeurs des cantons (latine et suisse).
- Suivi et appui au CDFIRE dans le cadre des débats parlementaires relatifs à la CdC.
- GT Assurances de l'Etat de Vaud.
- Rédactions diverses pour le chef du département.

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Chef du département.
- Services du DFIRE.
- Autres services cantonaux.
- Divers organismes para-étatiques.

702.2 Ressources humaines - URH DFIRE

702.2 Ressources humaines

Gestion des Ressources humaines du département - fonction transversale.

Descriptif

- Appui et conseil aux services en matière de respect des normes légales, suivi administratif, recrutement, formation, mobilité, gestion du temps de travail et de l'absentéisme, développement des compétences cadres, entretiens d'appréciation, relations de travail et démarches de réorganisation.
- Gestion et suivi des effectifs du département.
- Coordination de l'ensemble des prestations RH délivrées par le SPEV.
- Développement de la fonction RH départementale.
- Appui et coordination des correspondants RH.
- Appui RH aux magistrats et aux collaborateurs de la Cour des comptes.
- Formation et encadrement des apprentis.

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

1. Chef du département.
2. Chefs de service, cadres, collaborateurs, apprentis et stagiaires du DFIRE.
3. Candidats et partenaires externes.
4. CEP.

702.3 Activités spécifiques

Activités spécifiques.

Descriptif

- Liquidation des successions dévolues à l'Etat.
- Gestion du droit à la pension des anciens CE et Juges cantonaux.
- Participations
 - Mise en oeuvre de la réglementation. Informations juridiques et conseils aux services de l'ACV concernés. Contrôle des dossiers soumis au Conseil d'Etat. Traitement de problématiques transversales en lien avec ce domaine.
 - Suivi des participations financières et personnelles rattachées au DFIRE et contrôle du respect de la réglementation en la matière.
 - Suivi des participations financières à Palexpo SA et Salines Suisses SA.
- Subventions
 - Contrôle des dossiers soumis au Conseil d'Etat.
 - Etablissement, actualisation et développement de l'inventaire annuel des subventions.
 - Traitement de problématiques transversales en lien avec ce domaine.
- Suivi du projet "Plateforme10".
- **Service Immeubles, Patrimoine et Logistique (SIPAL):**
 - Examen des adjudications par le SG.
 - Examen des dossiers sous l'angle juridique.
 - Réorganisation du support, notamment juridique, au sein du SG en faveur de ce service
 - Appui juridique.
- Participation à la Commission foncière II et à la Chambre des architectes.

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Administration cantonale vaudoise.
- Etablissements de droit public.
- Communes.
- Particuliers.
- Entreprises.
- Anc. CE/juges cantonaux.

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)
Secrétariat général (SG-DFIRE)
Événements marquants, évolutions significatives

- Reprise du secrétariat administratif de la Commission des architectes par le Secrétariat général.

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)
Secrétariat général (SG-DFIRE)
Sources d'informations complémentaires

Site internet

www.vd.ch/dfire

302.7 Relations extérieures

Pour le compte du Conseil d'Etat et en concertation avec les départements de l'ACV, assurer la mise en œuvre, la coordination, le suivi et le développement de la politique extérieure du Canton de Vaud aux niveaux intercantonal, fédéral, transfrontalier, européen et international.

Descriptif

- Appuyer le Conseil d'Etat et son administration dans la définition et la conduite de la politique extérieure du Canton de Vaud.
- Assurer la coordination des activités gouvernementales et départementales en matière d'affaires extérieures.
- Assurer le suivi et le développement des relations avec la Confédération et défendre les intérêts du Canton de Vaud à Berne.
- Assurer le suivi et le développement des relations et collaborations intercantionales, tant bilatérales que multilatérales, et participer à la promotion du fédéralisme coopératif.
- Assurer le suivi et le développement des relations Suisse-UE et des collaborations transfrontalières (notamment, gestion du programme Interreg France-Suisse).
- Assurer le suivi et le développement de la politique vaudoise à l'égard des organisations internationales (notamment en matière d'accueil d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales).
- Assurer le suivi et le développement de la Métropole lémanique.
- Appuyer le Conseil d'Etat et son administration dans leurs démarches permettant d'assurer le rayonnement du Canton.

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Conseil d'Etat, Départements/Services de l'ACV, Groupe de coordination des affaires intercantionales,
- Grand Conseil : Commission thématique en charge des affaires extérieures,
- Autorités et administration fédérales, Députation VD aux Chambres fédérales(Conférence des Affaires fédérales), membres d'autres Députations cantonales
- CdC, CGSO, Fondation ch, Conférences des directeurs spécialisées, autres lobbyistes, réseau administratif des cantons de CH occidentale,
- Autorités et administrations des régions/départements français limitrophes, Conseil du Léman, ConférenceTransJurassienne, CRFG, ARE,
- ONU, OI, ONG, CAGI, FIPOI, DFAE, Canton de Genève.
- Médias.

En 2016, le Conseil d'Etat, par son Office des affaires extérieures, a poursuivi ses démarches visant à se faire entendre et défendre ses intérêts auprès de la Confédération, des cantons et de ses voisins européens en favorisant son rayonnement.

Comme le prévoit la Constitution vaudoise et selon les dispositions de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat, le Gouvernement a poursuivi ses échanges réguliers avec la députation vaudoise. Ceux-ci se déclinent soit par le biais de la Conférence des affaires fédérales qui se réunit avant ou au début de chaque session parlementaire, soit par des échanges ponctuels et bilatéraux lors du traitement de dossiers particuliers traités en commissions ou par les Chambres.

De nombreux dossiers de politique fédérale comportent des enjeux majeurs pour les cantons et le Canton de Vaud en particulier. La réforme de l'imposition des entreprises a largement occupé le Conseil d'Etat, que ce soit au niveau fédéral ou cantonal. Au niveau cantonal, l'année 2016 a été marquée par l'acceptation du volet cantonal de la réforme, par 87,1 % des citoyennes et citoyens vaudois. La réforme vaudoise s'inscrit dans le cadre de la réforme au niveau fédéral. En juin 2016, le Parlement fédéral a abouti à un projet de loi dans lequel la Confédération supprime les statuts spéciaux et participe aux coûts de la réforme en augmentant la part des cantons à l'impôt fédéral direct. Le projet prévoit une période de transition pour le traitement des revenus des sociétés à statut dans la péréquation financière intercantonale. Tant la compensation de la Confédération que la période de transition dans le cadre de la RPT ont fait l'objet de démarches du Conseil d'Etat auprès du Parlement.

Soucieuse d'éviter les risques d'un blocage au Parlement lorsque celui-ci devra se prononcer sur le 3e rapport d'efficacité de la péréquation financière, la Conférence des gouvernements cantonaux a mis en place un groupe de travail politique réunissant autant de cantons contributeurs que bénéficiaires. Objectif : proposer des modifications permettant de corriger les effets pervers du système et rapprocher le volume des paiements à l'objectif initial de la loi. Le Canton de Vaud a participé à ces travaux, notamment dans le cadre de la conférence des cantons contributeurs.

Le projet de mise en oeuvre de l'article constitutionnel pour une gestion autonome de l'immigration a été traité durant le deuxième semestre 2016 par le Parlement. Le Conseil fédéral proposait une application stricte, introduisant des contingents et des nombres maximaux de manière unilatérale. Les cantons, par le biais de la Conférence des gouvernements cantonaux se sont engagés en faveur d'une solution respectant les accords bilatéraux et les spécificités régionales. Ils ont développé un modèle d'application "bottom-up", dont les principes ont été repris par le Parlement qui a adopté une solution respectant la libre circulation des personnes et les accords bilatéraux. Cette approche a été soutenue par le Conseil d'Etat.

A la suite de l'acceptation de l'initiative "contre l'immigration de masse" en 2014, le Conseil fédéral avait diminué le nombre de contingents de permis pour les travailleurs extra-européens. Or, les contingents pour les cantons de Vaud et de Genève en 2016 ont été épuisés bien avant la fin de l'année. Les gouvernements des deux cantons ont donc interpellé le Parlement et le Conseil fédéral au sujet de cette problématique, qui détériore les conditions-cadres et fragilise leur place économique, sans pour autant permettre une diminution notable de l'immigration. Le Conseil fédéral a depuis annoncé une augmentation modérée des permis pour 2017.

D'autres dossiers de politique fédérale ont fait l'objet d'actions auprès des parlementaires, en concertation avec d'autres cantons ou des conférences intercantionales. C'est le cas notamment de la législation sur la Haute surveillance LPP, de la Stratégie énergétique 2050, du transport ferroviaire de chlore, de la fiscalité agricole, du fonds d'infrastructure routière, du projet de loi fédérale sur les jeux d'argent, de l'admission des médecins. Le Conseil d'Etat a également été actif concernant les crédits destinés à la formation, la recherche et l'innovation. Alors que le Conseil fédéral proposait une augmentation moins importante que les précédentes périodes, le budget destiné à ce domaine était menacé dans le cadre du Programme de stabilisation. En étroite collaboration avec d'autres cantons, le Conseil d'Etat s'est engagé dans le débat parlementaire, avec succès puisque finalement le crédit proposé par le Conseil fédéral a été confirmé.

Le Conseil d'Etat s'est mobilisé au cours de l'année 2016 en matière de relations transfrontalières franco-suisse. A titre d'exemple, il faut signaler la progression des travaux entrepris par les autorités vaudoises et françaises dans le but d'améliorer les liaisons lacustres transfrontalières sur le Léman. Un autre fait marquant a été la mise en oeuvre de l'application de l'initiative populaire dite "Contre l'immigration de masse" acceptée le 9 février 2014. Dans ce cadre, le Conseil du Léman a entrepris deux études consacrées à l'espace d'échange transfrontalier qu'est le Bassin lémanique. La première porte sur la contribution des actifs frontaliers dans l'Espace lémanique et la deuxième sur les perspectives démographiques et les effets prévisibles d'une limitation de l'immigration par l'introduction de contingents.

Le Conseil d'Etat s'est par ailleurs investi sur différents projets faisant rayonner le Canton au-delà des frontières nationales.

Marquant la création d'un nouveau quartier des arts situé au carrefour de l'Europe, la cérémonie de la première pierre du nouveau Musée cantonal des Beaux-Arts (mcb-a) s'est déroulée le 6 octobre 2016. Le calendrier du chantier est respecté et l'inauguration du musée est prévue en septembre 2019.

Dans le cadre de la 15e Biennale internationale d'architecture de Venise, la Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia et Plateforme10 ont proposé une conférence-débat sur la conception architecturale contemporaine des institutions muséales. La cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture et le chef du Département des finances et des relations extérieures sont intervenus lors de cette conférence afin de souligner l'implication forte du Canton de Vaud tant dans les domaines culturel qu'architectural.

Les Rencontres d'Arles de la photographie, Présence Suisse et le Canton de Vaud ont mis sur pied en 2015 un partenariat portant notamment sur l'établissement d'un espace baptisé le Nonante-neuf, dédié aux acteurs suisses de la photographie. Cette initiative fédérale, à laquelle est associé le Canton de Vaud afin de promouvoir ses artistes au niveau international, a été reconduite cette année. Le chef du Département fédéral de l'intérieur et la ministre française de la Culture ont visité l'espace vaudois.

La première pierre du Synathlon a été posée au mois d'avril sur le campus de Dorigny. Le projet Synathlon regroupera quatre entités dont les activités complémentaires forment un tout cohérent en matière d'organisation, de promotion, de formation et de recherche dans le sport. Les

travaux de construction du bâtiment ont commencé en janvier 2016 et son inauguration officielle est prévue début 2018.

Le projet Vortex, qui prévoit la construction de 832 logements pour étudiants, a été mis à l'enquête publique au mois de décembre 2016. Moyennant quelques aménagements, les locaux pourront aisément héberger les mille sept cents lits nécessaires pour accueillir le village olympique lors des JOJ 2020, que Lausanne accueillera du 10 au 19 janvier 2020.

708.0 Administration

Gestion et administration du service

Descriptif

- Direction du service
- Support administratif, logistique, RH, informatique statistique et financier
- Gestion et coordination de la fédération statistique cantonale
- Plan statistique cantonal

Bénéficiaires / public-cible / partenaires

- Chef du département
- Collaborateurs du service
- Services de l'ACV
- Services transversaux
- Secrétariats généraux

708.1 Collecte

Collecte de données à but statistique

Descriptif

- Définition des besoins en matière de données à but statistique
- Exploration de fichiers de données administratives
- Exécution d'enquêtes statistiques fédérales et cantonales
- Saisie des données
- Validation des données

Bénéficiaires / public-cible / partenaires

- Grand Conseil
- Conseil d'Etat
- Services de l'ACV
- Confédération
- Communes
- Associations économiques, politiques et sociales
- Entreprises
- Médias
- Population

708.2 Production et analyse

Production et analyse de données statistiques

Descriptif

- Gestion de la Plate-forme d'information statistique de l'Etat (PISE)
- Production des statistiques périodiques
- Conduite de projets statistiques
- Mandats, expertises et conseils

Bénéficiaires / public-cible / partenaires

- Grand Conseil
- Conseil d'Etat
- Services de l'ACV
- Confédération
- Autres cantons
- Organismes intercantonaux
- Communes
- Associations économiques, politiques et sociales
- Entreprises
- Médias
- Population

708.3 Diffusion

Diffusion de l'information statistique à l'aide de différents supports adaptés aux besoins des utilisateurs

Bénéficiaires / public-cible / partenaires

- Grand Conseil
- Conseil d'Etat
- Services de l'ACV
- Confédération
- Communes
- Associations économiques, politiques et sociales
- Entreprises
- Médias
- Population

Le plan statistique cantonal recense, dans un document unique, les activités statistiques de l'Etat connues au moment de son élaboration, soit en automne de chaque année. Il comprend une fiche descriptive par projet statistique consommant des ressources durant la période couverte par le plan, l'inventaire des productions périodiques, la liste des intentions et des dossiers à suivre. Il identifie les partenaires concernés (services) et leur rôle respectif dans la conduite des projets, les ressources humaines et financières engagées ainsi que le calendrier des projets (art. 17 RLstat du 7 février 2000). Le plan statistique est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. Il est à noter que les prestations statistiques de Statistique Vaud à l'usage d'autres cantons ne font pas partie du plan statistique cantonal.

La notion de projet doit être comprise comme toute activité statistique non courante et non périodique, identifiée comme telle au moment de l'élaboration du plan, dont les ressources sont disponibles et le calendrier connu.

La période couverte par le plan statistique 2016 s'étend du 1er janvier au 31 décembre 2016. Ce plan compte 125 productions périodiques et 30 projets. Globalement, les ressources qui seront engagées en 2016 dans l'ensemble de l'Administration cantonale pour la réalisation des productions périodiques s'élèvent à 242 mois/homme, celles pour les projets atteignant 77 mois/homme.

Les ressources à engager varient fortement d'un projet à l'autre. Celles-ci sont, dans certains cas, inférieures à un mois/homme, alors que pour le projet le plus important qui est la mise en place de l'Observatoire du système sanitaire vaudois, les ressources nécessaires en 2016 atteignent plus de 10 mois/homme.

Prospectives et outils d'aide à la décision

Au-delà du constat que toute information statistique constitue également une information utile pour la décision administrative et politique, certains projets ont directement pour but d'être des outils d'aide à la décision ou de proposer une vision prospective de la problématique.

Suite à la création de la section Prospective et aide à la décision à fin 2015, Un premier rapport portant sur l'intégration d'une activité de prospective à Statistique Vaud a été réalisé. Une fois la structure mise en place, deux études «Prospectif» sont parues en 2016. Ces études ont porté sur les incidences de la votation du 9 février sur l'économie vaudoise et sur l'effet de l'introduction de contingents d'immigration sur l'évolution de la population de l'espace lémanique. Les travaux de prospective vont continuer de manière plus intensive en 2016 et les années suivantes avec la finalisation du rapport de la Commission de prospective et différentes études portant notamment sur la prise en charge socio-sanitaire des personnes âgées, les logements à l'horizon 2030-2040, les effets pour le canton de l'avènement de la silver économie et la place et le rôle des seniors en 2040.

Dans le domaine de la perspective, on peut également signaler les projets suivants : élaboration de nouvelles perspectives de ménages pour le canton de Vaud, élaboration de perspectives hospitalières, de perspectives de pensionnaires en EMS ainsi que de perspectives scolaires de long terme.

Partenariat avec l'extérieur du canton

En 2016, dans le contexte de la collaboration intercantonale et transfrontalière et sous les auspices de la Conférence Transjurassienne, Statistique Vaud, en collaboration avec les statisticiens neuchâtelois, jurassiens, jurassiens bernois et l'INSEE Bourgogne-Franche-Comté, poursuivra comme chaque année ses travaux dans le cadre de l'Observatoire statistique de l'Arc jurassien (OSTAJ).

Statistique Vaud poursuivra également la production de différentes perspectives démographiques pour les cantons de Genève et Neuchâtel.

Le suivi statistique du projet de Métropole Lémanique va se faire en collaboration étroite entre Statistique Vaud et l'Office de statistique du canton de Genève en partenariat avec les Offices des affaires extérieures des cantons respectifs. Un mémento statistique sortira début 2017.

Le système statistique suisse nécessite une collaboration étroite entre les cantons et la Confédération. Celle-ci prend des formes diverses, telles que la participation de statisticiens à plusieurs groupes d'experts sur des sujets techniques ou la participation du Directeur de Statistique Vaud à la coordination du système statistique suisse en tant que président de la Conférence suisse de statistique CORSTAT (Confédération-cantons).

Statistique Vaud participe, par ailleurs, à la Conférence des offices romands et tessinois de statistique et à la Conférence suisse des offices régionaux de statistique.

Le développement de l'information statistique se fait, en continu, au travers de collectes d'informations, de synthèses, d'analyses, de mises à disposition d'informations statistiques sous des formes variées et adaptées aux besoins des utilisateurs. Pour cela, Statistique Vaud s'appuie sur les enquêtes existantes, qu'elles soient cantonales ou fédérales, mais aussi, chaque fois que cela est possible, sur les sources de données administratives.

Parmi les principaux projets, qui constituent des nouveautés, qui ont été réalisés en 2016, on peut citer, en plus des projets mentionnés au chapitre «Événements marquants et évolutions significatives» :

- Finalisation des nouvelles perspectives de population allant de 2015 à 2040
- Réalisation de perspectives scolaires de court terme et de long terme
- Réalisation d'un Numerus hors série portant sur l'orientation des élèves en fin de scolarité obligatoire
- Réalisation de deux «Prospectif»
- Exploitation de la nouvelle enquête «Langue, religion et culture»
- Participation à la FAO hors série publiée en septembre
- Exploitation des relevés structurels 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, données poolées
- Enrichissement en continu du site internet de Statistique Vaud par de nouvelles données structurelles et conjoncturelles ainsi que différents rapports dont un portrait économique du canton mis à jour deux fois par année
- Nouvelle version de l'Atlas statistique
- Participation à la définition et à la mise en oeuvre de l'Observatoire du système sanitaire vaudois
- Estimation des coûts de la santé dans le canton.

Par ailleurs, Statistique Vaud est régulièrement associé aux travaux de nombreux groupes, principalement internes à l'administration, dans divers domaines : fiscalité, registres des personnes, registres des bâtiments et des logements, péréquations financières, planification dans l'enseignement postobligatoire, PIB vaudois, etc.

A signaler également la participation à des groupes intercantonaux, dont notamment la Conférence des offices romands et tessinois de statistique (CORT) ainsi que la Conférence suisse de statistique (CORSTAT) dont le directeur de Statistique Vaud est président.

Publications

- Annuaire statistique du canton de Vaud
- Atlas statistique du canton de Vaud sur internet
- Courrier statistique Numerus
- Analyses prospectives «Prospectif»
- Flashs statistiques (communiqués de presse)
- Séries «Conjoncture vaudoise» en collaboration avec la Commission de conjoncture vaudoise
- Série «Communications statistiques Vaud»
- Chiffes clés de l'Espace lémanique
- Mémento «Vaud en chiffres»
- Mémento «Santé et soins. Chiffres-clés»
- Mémento de la Métropole Lémanique
- Rapports à diffusion limitée
- Réponses à la carte
- Centre de documentation
- Calculateur de salaires en ligne
- Site internet «Statistique Vaud»
- Site internet de l'Observatoire du logement
- Publications et site internet de l'Observatoire statistique transfrontalier de l'Arc jurassien

Courrier statistique Numerus (10 numéros)

Numerus Hors-série:

- portant sur l'orientation des élèves en fin de scolarité obligatoire

Prospectif: 2 numéros

Annuaire statistique du canton de Vaud 2016

Mémento statistique «Vaud en chiffres 2016»

Mémento statistique «Santé et soins. Chiffres-clés 2016»

Flashs trimestriels:

- Hôtellerie
- Emploi

Série Conjoncture vaudoise:

- Industrie
- Construction
- Hôtellerie-restauration
- Services
- Commerce de détail

Sites Internet

Statistique Vaud: www.stat.vd.ch

Atlas statistique du canton de Vaud: www.stat.vd.ch/cartostat

Calculateur de salaires en ligne: www.stat.vd.ch/salaires

Observatoire du logement: www.obs-logement.vd.ch

703.0 Automatisation des processus de travail

703.0 Automatisation des processus de travail (ACI)

Descriptif

- Assujettissement automatisé des personnes physiques à partir des mutations transmises électroniquement par les communes (CdH) et des fichiers fédéraux (Infostar) au travers du Registre cantonal des personnes (RCPers).
- Assujettissement automatisé des personnes morales à partir des mutations transmises électroniquement par les fichiers fédéraux (IDE, REE, FOSE) au travers du Registre cantonal des entreprises (RCEnt).
- Transmission des déclarations d'impôt des personnes physiques et morales par Internet et enregistrement automatique des éléments et des justificatifs obligatoires scannés dans l'outil de TAO.
- Transmission des demandes de [modifications des acomptes](#) dus par les personnes physiques par Internet (selon le même principe que celui appliqué aux déclarations d'impôt).
- Saisie des déclarations d'impôt (par numérisation automatique - scannage - des déclarations établies sur support papier, avec ou sans code à barres bidimensionnel, ou par enregistrement manuel).
- Enregistrement des pièces requises dans le cadre de la taxation (demandes de pièces) des personnes physiques par Internet (selon le même principe que celui appliqué aux déclarations d'impôt).
- Traitement des certificats de salaire des employeurs (conformément à l'article 179, alinéa 1, lettre d, LI - [voir directive](#), PDF)
- Traitement électronique des réquisitions/désignations notariales (partenariat Notaires - RF - ACI)
- Taxation assistée par ordinateur des Personnes Physiques (règles de contrôles préalables - alertes - automatiques).
- Perception et taxation des personnes morales.
- Impôt source (passerelle cantonale certifiée [SWISSDEC](#)).
- Communications intercantionales ([CH-Meldewesen](#))
- Centre d'appels téléphoniques.

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Contribuables (et leurs mandataires).
- Employeurs.
- ACI.
- OID et OIPM.
- CAVS.
- Communes.
- Canton.
- Confédération.

703.1 Tenue du Registre fiscal

Tenue du Registre fiscal, UNIREG, (base de données regroupant l'ensemble des informations liées à l'identité du contribuable et de ses relations avec les bases de données du RF et du RC, voire d'autres fournisseurs d'informations).

Descriptif

Registre fiscal – UNIREG

(cf. art. 171 de la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux, LI - RSV 642.11)

- Gestion (tenue à jour et contrôle) automatique du registre fiscal des personnes physiques (individus, immeubles).
- Gestion (tenue à jour et contrôle) automatique du registre fiscal des personnes morales.
- Gestion des assujettissements.

Registre cantonal des personnes – RCPers

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la LHR, ouverture réglementée du registre des individus aux autres services étatiques (RDCC).

- Loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes ([LHR](#), PDF)
- Loi vaudoise d'application de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes, du 2 février 2010 ([LVLHR](#))

Registre cantonal des entreprises

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la LIDE, gestion du projet de constitution d'un RCEnt.

- Loi fédérale du 18 juin 2010 sur le numéro d'identification des entreprises ([LIDE](#), PDF)

Modification de la loi du 8 décembre 2015 modifiant celle du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques ([LEAE](#) – RSV - 930.01)

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Contribuables.
- Employeurs.
- ACI.
- OID et OIPM.
- RC.
- RF.
- Communes.
- Canton.
- Confédération.
- Administration cantonale vaudoise.
- Services paraétatiques.

703.2 Modalité de perception de l'impôt des personnes physiques

703.2 Modalité de perception de l'impôt des personnes physiques

Modalité de perception de l'impôt des personnes physiques.

Descriptif

Versement de l'impôt en 12 mensualités obligatoires (voire, dans une phase future et avec l'accord du contribuable, versement de l'impôt directement par l'employeur).

Actuellement, l'intégration facultative du paiement de l'impôt fédéral direct* aux acomptes de l'impôt cantonal (et communal si la commune a confié cette perception à l'Etat) concerne près de 296'000 contribuables.

* systématique pour les nouveaux contribuables (nouveaux arrivants, majeurs, permis C).

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Contribuables.
- ACI.
- OID.
- Communes.
- Canton.
- Confédération.
- Employeurs.

703.3 Taxation des dossiers pour les contribuables HC (Hors Canton)

703.3 Taxation des dossiers pour les contribuables HC (Hors Canton)

Taxation des dossiers pour les contribuables HC (Hors Canton).

Mise à disposition d'une déclaration d'impôt simplifiée destinée à ce type de contribuables (propriétaires d'immeubles privés seulement).
[DI HC PP](#)

Rappel : En vertu de la loi du 15 décembre 2000 sur la coordination et la simplification des procédures de taxation des impôts directs dans les rapports intercantonaux, la compétence de procéder à la taxation de l'impôt fédéral direct et des impôts directs cantonaux de la même période fiscale doit en principe échoir à un seul canton. La déclaration d'impôt du canton du domicile est également valable pour les autres cantons; ceux-ci sont en droit d'en demander une copie au contribuable, qui la joint à la formule du canton concerné. Lorsqu'il ressort de la déclaration d'impôt d'un contribuable ayant son domicile dans le canton qu'il est aussi assujéti à l'impôt dans un autre canton, l'autorité de taxation porte le contenu de sa déclaration et sa taxation à la connaissance des autorités fiscales de l'autre canton.

Descriptif

Taxation appliquée aux contribuables domiciliés dans un autre canton suisse mais propriétaires d'un immeuble dans le Canton de Vaud ou y exerce une activité lucrative indépendante.

L'échange d'informations (répartitions intercantionales) se fait par transfert de fichiers électroniques (application [CH-Meldewesen](#), via Sedex)

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Contribuables.
- ACI VD et autres cantons.
- OID.
- Communes.
- Canton.

703.4 Taxation des Personnes Morales

703.4 Taxation des Personnes Morales

Taxation des Personnes Morales.

Descriptif

- Taxation des dossiers et notification (Associations et Fondations y compris).
- Contrôle de la taxation et redressements fiscaux.
- *Participation à un [projet](#) de la [CSI](#) relatif à l'échange de données permettant de simplifier et sécuriser la taxation des personnes morales*
- Finalisation et mise en production d'un projet interne ACI-DSI tendant au remplacement des outils informatiques (du *mainframe*, de 1994) gérant l'assujettissement et la taxation des personnes morales (avec nouvelle déclaration d'impôt).

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Contribuables.
- ACI.
- OID.
- OIPM.
- Stat-VD.
- Mandataires.
- AVS.
- Communes.
- Canton.
- Confédération.

702.5 Office du registre foncier

Gestion du registre foncier.

Descriptif

5 offices décentralisés et un bureau détaché du registre foncier dirigés chacun par un conservateur:

- Garantie de l'état des droits et charges sur les immeubles en vertu du principe de la publicité foncière (réquisitions, expropriations, remaniements parcellaires, mise à jour de l'état descriptif ensuite de mensuration numérique et numérisation).
- Estimation fiscale des immeubles.

Direction du registre foncier:

- Surveillance de la gestion des conservateurs (recours, information, coordination) et soutien informatique "métier".
- Instruction des dossiers d'expropriation pour le Chef du département et contrôle des dossiers de mutation ensuite d'expropriation.
- Secrétariat de la Commission foncière section II (autorisation de vente d'immeubles à des étrangers)

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Public.
- Notaires, ingénieurs géomètres.
- Communes et services de l'Etat.
- Professionnels de l'immobilier (Banques, gérances, fiduciaires principalement).

Registre foncier

Les 5 offices décentralisés et le bureau détaché de Château-d'Oex, dirigés chacun par un conservateur, ont enregistré 49'144 réquisitions en 2016 (2011 : 55'141, 2012 : 50'173, 2013 : 49'053, 2014 : 47'663, 2015 : 49'568). Ils assurent la garantie de l'état des droits et charges sur les immeubles en vertu du principe de la publicité du registre foncier.

[Les cantons peuvent percevoir des émoluments pour les inscriptions au registre foncier \(art 954 CC\). En plus des émoluments, les registres fonciers perçoivent des droits de timbre gradués sur les titres hypothécaires, \(les timbres de dimension ont été supprimés le 1er janvier 2007\), pour le compte du Service d'analyse et de gestion financières. \(PDF\)](#)

La Direction du registre foncier assure le secrétariat administratif de la Commission foncière, section II. Cette commission applique la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger. Elle a traité 123 dossiers. 75 concernaient des logements de vacances, 20 des résidences principales, 6 des établissements stables et 22 divers. Les logements de vacances sont soumis à un contingent fédéral et 75 acquisitions ont été autorisées, dont 37 autorisations prélevées sur le contingent 2015 et 4 sur le contingent 2016. De plus, le Chef du département a statué sur 18 recours contre des décisions de conservateurs. Il a également autorisé 47 expropriations dont 6 à la Direction générale de la mobilité et des routes, 5 à la Direction générale de l'environnement, 24 aux communes et 12 qui relèvent directement de l'autorité fédérale (Routes nationales, OFT ou CFF).

Les données du registre foncier peuvent être consultées via Internet, gratuitement par les services de l'Etat et avec un abonnement pour certains utilisateurs (notaires, géomètres, communes, banques).

[Répartition des interrogations des immeubles via Internet pour l'année 2016. \(PDF\)](#)

L'année 2016 marque une stabilité du marché immobilier à la suite du ralentissement constaté ces dernières années.

La réquisition électronique (dépôt électronique d'actes notariés) a été mise en production au 1er janvier 2016. A ce jour, 69 notaires utilisent cette application et ont déposé 4769 actes.

[Evolution des affaires déposées auprès du registre foncier. \(PDF\)](#)

Organisation

Sur la base du nouveau découpage territorial et dans le cadre de sa politique de décentralisation concentrée, le Conseil d'Etat a décidé le regroupement des registres fonciers de Nyon et de Morges avec effet au 1er novembre 2016. Ce regroupement survient après ceux d'Aigle et Riviera-Pays d'Enhaut en 2011, Gros-de-Vaud et Jura-Nord vaudois en 2012, puis Broye-Vully et Jura-Nord vaudois en 2015. Le nouvel arrondissement géographique du registre foncier correspond pleinement désormais à l'arrondissement judiciaire (Tribunal d'arrondissement de La Côte) et s'intègre au découpage de la Direction générale de la fiscalité dont il dépend administrativement. Le registre foncier de La Côte a emménagé dans les locaux de Tolochenaz, occupés jusque-là par le registre foncier de Morges. Tous les collaborateurs en place de l'office de Nyon conservent leur emploi au registre foncier.

Administration cantonale des impôts

Rappelons tout d'abord quelle est la mission de l'ACI :

Percevoir les impôts en taxant les contribuables dans le cadre de la loi, de la jurisprudence, de la doctrine et de la politique dictée par le Conseil d'Etat, pour le compte du Canton, des communes et de la Confédération.

L'activité de taxation ordinaire des personnes physiques, quand bien même le nombre d'assujettis ne cesse d'augmenter, a pour la huitième année consécutive, dépassé l'objectif de 75% de dossiers taxés au 31 décembre (78.23% des contribuables figurant au rôle au 31 décembre 2015).

Chiffres illustrant l'activité de l'Administration cantonale des impôts en 2016

Domiciliés dans le canton au 31.12.2014 (+ 2.0 %)	428'897
Domiciliés hors du canton (+ 3.7 %)	18'681
Domiciliés hors de Suisse (+ 1.4 %)	12'326
Soumis à l'impôt d'après la dépense (- 3.3 %)	1'218
Contribuables PP figurant au rôle (+ 2.1 %)	461'122
Contribuables soumis à l'impôt à la source (- 0.3 %)	84'169

Contribuables PM/APM au rôle (+ 3.1 %)	34'766
Décisions d'exonérations (pure utilité publique)	206
Décisions d'exonérations temporaires (entreprises nouvelles)	19
Demandes satisfaites par le CAT	193'589

- Produits des impôts : voir les comptes de l'Etat

Les règles fixant l'assiette fiscale ont peu évolué (rappel : la marge de manœuvre du canton est limitée par la [LHID](#). L'absence d'inflation au sens de l'IPC n'a engendré aucune adaptation des barèmes et déductions prévues explicitement par la loi), l'Administration cantonale des impôts a notamment été impliquée dans les réflexions et analyses relatives à l'imposition des personnes morales (RIE III, statuts fiscaux particuliers, etc.). La décision du Tribunal fédéral de 2011 modifiant la pratique de taxation en matière de gains immobiliers de certaines ventes de terrains à bâtir par des agriculteurs, n'ayant pas encore abouti à une modification de la législation y relative (voir [communiqué de presse](#)), le traitement des quelques dossiers concernés est toujours gelé.

Relations avec l'AFC (Confédération) et les administrations fiscales des autres cantons

Les résultats statistiques transmis chaque année à l'Administration fédérale des contributions servent notamment à la définition de la capacité économique du canton dans le cadre de la RPT. Ces données concernent :

- les revenus (IFD) des personnes physiques,
- les revenus des étrangers soumis à l'impôt à la source et des frontaliers,
- les bénéfices (IFD, résultats bruts) des personnes morales,
- les fortunes imposables des personnes physiques, et,
- les répartitions intercantionales de l'impôt fédéral direct.

Le projet de la CSI (Conférence suisse des impôts) "ELM-QST" est en production, tous les cantons suisses ayant harmonisés les types de barèmes utilisables. La mensualisation de l'impôt à la source est permise par le concept développé qui simplifie le travail des employeurs et celui des administrations, grâce surtout aux fonctionnalités définies par [SWISSDEC](#) pour les logiciels de traitement des salaires (dont la passerelle vaudoise "impôt à la source") dont le nombre s'accroît régulièrement :

- transmission des informations aux partenaires (ACI, OFS, SUVA, AVS, etc.) par une simple commande,
- calcul des impôts à la source en fonction du domicile du salarié,
- établissement et diffusion automatique des certificats de salaire aux administrations fiscales cantonales ayant prévu cette communication.

Relations avec les autres tiers

Les développements informatiques (ReqDes) permettant la gestion des mutations immobilières (partenariat avec les Notaires, le Registre Foncier et l'Administration cantonale des impôts) fonctionnent à satisfaction des parties.

Le Registre cantonal des Personnes (RCPers), dont l'ACI est en charge, outre les interfaces avec d'autres applications informatiques (RDU, RELEV, etc.) , permet à plus de 8'500 collaborateurs de l'Etat et des communes d'accéder aux informations générales - prévues par la LHR - de la population vaudoise. Chaque mois, plus de 250'000 consultations sont enregistrées.

Le Registre cantonal des Entreprises (RCEnt), dont l'ACI est également en charge, devrait être disponible pour les services de l'administration vaudoise (cantonale et communale) dans le courant de 2017.

Afin de simplifier l'accès aux référentiels ci-dessus, la nouvelle application SiTi - qui n'est qu'un outil de recherche dans les bases de données RCPers et RCEnt (ne dispose donc d'aucune donnée propre) - pourra être mise à la disposition des utilisateurs dans le courant 2017.

La 11e réunion du Club des 100 (plus importants contribuables PM) s'est tenue le 1er novembre 2016, au Nest, à Vevey (voir [présentation de M. Broulis](#)).

Organisation

Mis à part le remplacement de M. Jacques Suter (retraite) par Mme Sylvie Henny à la tête de l'inspection fiscale, l'année 2016 n'a enregistré aucune évolution marquante.

Formation

Outre les formations CSI (l'Administration cantonale des impôts est le centre d'enseignement pour la Suisse romande), divers cours internes ont été dispensés en 2016 dans les domaines de la perception, du contentieux, de la comptabilité, de l'assujettissement et des généralités fiscales.

Registre foncier

Le Conseil d'Etat ayant décidé le regroupement des registres fonciers de Nyon et de Morges avec effet au 1er novembre 2016, le registre foncier de La Côte a emménagé dans les locaux de Tolochenaz, occupés jusque-là par le registre foncier de Morges.

La situation est actuellement la suivante (5 offices et un bureau):

- Aigle et Riviera avec bureau décentralisé au Pays d'Enhaut (art. 3 al. 2 LRF)
- Broye et Nord vaudois (districts du Jura-Nord vaudois, Broye-Vully et Gros-de-Vaud)
- Lausanne et Ouest lausannois
- Lavaux-Oron
- La Côte (Morges et Nyon)

Administration cantonale des impôts

Législation

Fiscalité

Loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI ; RSV 642.11)

- Loi du 14 décembre 2016 modifiant celle du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux : Adaptations conformément à la LHID en ce qui concerne la déductibilité des frais de formation, ainsi que des dispositions afférentes au droit pénal fiscal.

Le référendum sur les évolutions vaudoises en lien avec RIE III votées en 2015 ayant abouti, il a été soumis au scrutin populaire le 20 mars 2016. Les dispositions combattues ont été plébiscitées par **87.12%** des votants. La confirmation de ces nouvelles dispositions est toutefois suspendue à un résultat positif du vote fédéral de 2017 (**12 février**).

Outre l'actualisation périodique de divers arrêtés et règlements, il convient de relever deux modifications :

- Règlement du 18 mai 2016 modifiant celui du 8 janvier 2001 fixant les émoluments en matière administrative : introduction d'un émolument frappant les sommations de déposer la déclaration d'impôt des personnes physiques
- Arrêté du 21 décembre 2016 modifiant celui du 16 décembre 2002 relatif à la consultation du résultat de la taxation des contribuables assujettis aux impôts directs cantonaux (ACRT – RSV 642.11.9.4 : Les contribuables dont la communication des éléments imposables est demandée sont informés de l'identité de l'auteur de la demande, cette évolution est financée par une augmentation de l'émolument y relatif (CHF 60.00)

Il convient encore de signaler qu'en matière d'impôt fédéral direct seulement, le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF), votée par le peuple suisse (avec une majorité de 62%) entraîne à compter de 2016 une limitation de la déduction des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail à CHF 3'000.

D'autre part, la législation relative à l'impôt à la source a fait l'objet de réflexions et modifications qui entreront en vigueur au cours des années à venir, avec des impacts pouvant être importants pour notre canton.

Harmonisation des registres

Aucune évolution n'a été apportée à la loi vaudoise d'application de la loi fédérale sur l'harmonisation des registres (LVLHR – RSV 431.02), ni à la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE - RSV 930.01) pour le Registre cantonal des Entreprises (RCent).

Informatique

Un effort toujours très soutenu des collaborateurs du service dans ces projets a marqué l'année 2016.

Assujettissement à l'impôt

Il convient tout d'abord de relever que plus de 62% des déclarations d'impôt déposées par les personnes physiques l'ont été par Internet et que les contribuables remplissant ce devoir fiscal à la main ne représente que 15% d'entre-eux environ.

Les développements se sont concentrés sur l'intégration (réalisée) des personnes morales au registre fiscal UNIREG, en parallèle avec les développements propres au RCent qui assure la mise à jour automatique.

Harmonisation des registres

Les objectifs assignés pour les recensements trimestriels de l'année 2016 ont pu être atteints grâce aux efforts soutenus de toutes les parties

concernées (ACI, OIT, DSI, CdH communaux). Un effort toujours important et soutenu d'accompagnement des communes a permis de respecter les échéances régulières de transfert d'informations répondant aux exigences de l'OFS.

La nouvelle gestion des informations dans le Registre Cantonal des Personnes et dans les applications communales de contrôle des habitants (projet ATI découlant de la loi et du décret du 19 mars 2013), en relation étroite avec les fournisseurs privés des communes, a concentré les efforts entrepris durant l'année. La totalité des communes disposent aujourd'hui d'une application informatique compatible ATI. Les développements informatiques se sont concentrés sur les évolutions technologiques dictées par la Confédération (nouveau standard eCH-0020 pour le RCPers et les communes), respectivement les développements induits par le RCEnt (interfaces FOSC, RC, IDE, REE, etc.) et la nouvelle application SiTi.

Les développements des référentiels civils ci-dessus sont supervisés par un Copil RegistreS et des représentants des communes sont associés aux analyses et décisions.

Taxation

L'application gratuite offerte aux contribuables afin d'établir (et de transmettre) plus simplement leur déclaration d'impôt permettra, pour la première fois avec la période fiscale 2016, d'y joindre les fichiers digitalisés des pièces justificatives devant obligatoirement être jointes à la déclaration d'impôt. En 2017, une nouvelle fonctionnalité - analysée et développée en 2016 - permettra au contribuable d'adresser à l'autorité fiscale les justificatifs complémentaires qui lui seront demandés, par connexion internet sécurisée.

L'amélioration des processus de contrôles automatiques, associés au nouveau mode de gestion des déclarations d'impôt et une évidente stabilité législative, a permis de diligenter la taxation ordinaire des personnes physiques ; les objectifs assignés à l'ACI ont été ainsi atteints pour la huitième année consécutive.

En matière d'impôt à la source, alors que les applications de l'ACI donnent satisfaction, relevons toutefois que suite aux retards enregistrés quant à la certification des applications informatiques de comptabilité salariale par SWISSDEC, la mensualisation de la perception n'est pleinement entrée en vigueur qu'au 01.01.2016.

La révolution est à enregistrer par les personnes morales dont l'application de gestion du registre et de taxation, mise en production en 1994 et fonctionnant sur le "*mainframe*" de la DSI, a été remplacée par des solutions intégrées de nouvelle génération. Les travaux d'analyse et de développement des outils informatiques qui permettront, dès 2017, de taxer en partie automatiquement ces personnes morales se poursuivent. Dans cette perspective, une nouvelle déclaration d'impôt, supportée par une [fonctionnalité informatique en ligne](#), contribue à simplifier les travaux des contribuables et de l'autorité fiscale est proposée pour la période fiscale 2016 pour la première fois.

Perception

Peu d'évolutions dans ce domaine, si ce n'est la décision d'adresser aux contribuables n'ayant pas acquitté leurs acomptes à mi-2016 un rappel qui semble-t-il a porté ses fruits (à vérifier lors du prochain bouclement comptable).

Collaboration intercantonale

Dans le cadre de la Conférence suisse des impôts (CSI), l'ACI participe activement aux projets suivants :

- Certificat de salaire : [SWISSDEC](#) et e-CS
- Informations inter-administrations : [ch-Meldewesen](#),
- Système interconnecté état des titres électronique (ETE) ([EWV-ETE](#)),
- Impôt à la source : ELM-QST,
- Gestion des poursuites (Thémis).

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)
Direction générale de la fiscalité (DGF)
Sources d'informations complémentaires

Pages internet du Registre foncier: www.vd.ch/rf

Site internet de la Société suisse des conservateurs du registre foncier www.registre-foncier.ch

Pages internet de l'Administration cantonale des impôts : www.vd.ch/impots (qui ont fait l'objet de travaux préliminaires à leur mue future).

Pages internet de l'Administration fédérale des contributions: <https://www.estv.admin.ch>

Site de formation destiné prioritairement aux jeunes : www.impots-easy.ch

[Dépliant annuel](#)

[Supplément au quotidien 24Heures](#)

704.0 Administration

Gestion et administration du service.

Descriptif

- Direction du service
- Gestion du budget
- Support logistique
- Support informatique

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Collaborateurs du service
- Départements et services
- Services transversaux
- Commission des finances (COFIN)

704.1 Planification et solutions financières

704.1 Planification et solutions financières

- Planification financière
- Programme de législation
- Rating
- Finances publiques
- Etudes et analyses
- Commissions intercantionales

Descriptif

- Etablir la planification financière de l'Etat de Vaud.
- Transmettre les informations nécessaires à la Chancellerie pour établir le Programme de législation.
- Gérer les activités liées à la surveillance annuelle de la notation du Canton par l'agence Standard & Poor's. Transmettre les données statistiques demandées par le Credit Suisse, l'UBS et la Banque cantonale de Zurich pour établir le rating du Canton.
- Suivre les dossiers fédéraux (RPT, BNS, Allègement des tâches, autres) et consolider les effets financiers pour le Canton. Représenter le SAGEFI dans la cellule RPT.
- Etablir des rapports concernant des sujets ayant trait aux finances publiques.
- Préparer les séances et répondre aux demandes de la Conférence des directeurs cantonaux (FDK) et du Groupe d'études pour les finances cantonales (FkF).
- Proposer des solutions pour des dossiers à forts enjeux financiers
- Conduire le projet "Système de contrôle interne - SCI"

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Le Grand Conseil
- La Commission des finances
- Le Conseil d'Etat
- Le chef du Département des finances et des relations extérieures
- Le chef du SAGEFI
- Les divisions du SAGEFI
- Les départements
- Les bailleurs de fonds
- Le public

704.2 Gestion financière opérationnelle

704.2 Gestion financière opérationnelle

Elaborer le calendrier et la conduite du budget de fonctionnement et d'investissement, ainsi que le suivi financier et technique du budget en exploitation.

Descriptif

- Elaborer les directives budgétaires.
- Suivre le processus et les délais du budget en élaboration.
- Elaborer la consolidation du budget des départements.
- Proposer une synthèse du budget au Conseil d'Etat.
- Elaborer des propositions à l'attention du chef du Département des finances et des relations extérieures lors du processus budgétaire.
- Effectuer le suivi budgétaire trimestriel pour le Conseil d'Etat.
- Analyser les propositions des départements soumises au visa du chef du Département des finances et des relations extérieures (crédits supplémentaires, reports de crédit,...).
- Analyser les projets de lois (EMPL), les projets de décrets (EMPD) ainsi que les projet fédéraux (lois, ordonnances, conventions-programmes) du point de vue financier et technique.

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Le Grand Conseil
- La Commission des finances
- Le Conseil d'Etat
- Le chef du Département des finances et des relations extérieures
- Le chef du SAGEFI
- Les départements
- Le public

704.3 Comptes, trésorerie et gestion du risque consolidés de l'Etat

704.3 Comptes, trésorerie et gestion du risque consolidés de l'Etat

Consolider les comptes des départements et tenir les comptes de l'Etat de Vaud, en émettant des directives financières, en gérant l'outil comptable de référence (SAP) et en assurant la gestion administrative des fonds spéciaux d'utilité publique.

Responsable de la comptabilité du Département des finances et des relations extérieures.

Gestion de la dette de l'Etat de Vaud et les activités opérationnelles de financement.

Suivi, analyse et mise en évidence des risques financiers encourus par l'Etat, plus particulièrement dans les dossiers ayant trait aux participations de l'Etat aux personnes morales, aux garanties/cautionnements et prêts octroyés ainsi que des entités à qui l'Etat a confié une mission déléguée.

Descriptif

- Consolidation des comptes de l'Etat de Vaud
- Publication des comptes consolidés de l'Etat de Vaud
- Rédaction du rapport annuel du Conseil d'Etat
- Elaboration de directives financières
- Gestion du plan comptable
- Maintien et développement de la plateforme financière de l'Etat de Vaud (SAP)
- Administration financière des fonds d'utilité publique
- Administration de la comptabilité du Département des finances et des relations extérieures (tâche du responsable financier départemental)
- Appui technique et financier sur le plan comptable des départements et des services
- Gestion de la dette
- Renouvellement des emprunts à long terme en fonction des échéances
- Emprunts & placements à court terme en fonction des besoins journaliers
- Inventaire des participations, analyse et gestion du risque financier
- Rapport au Conseil d'Etat sur les participations
- Inventaire des cautions, garanties, prêts, leasing et garantie de déficit
- Mise en place d'un suivi des risques financiers en collaboration avec les départements
- Elaboration de l'annexe des comptes au bilan de l'Etat de Vaud

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Le Grand Conseil
- La Commission des finances
- Le Conseil d'Etat
- Les départements
- Le public
- Les banques
- Les institutions financières

Le SAGEFI a œuvré, en collaboration avec les services concernés, à quelques dossiers dont les enjeux financiers et/ou la complexité sont importants, il s'agit des dossiers ou thèmes suivants:

- Participation aux groupes de travail du CHUV relatifs à la planification financière des investissements, notamment l'évolution de la charge d'amortissement y relative et des conséquences en terme de budgétisation 2017 et modification légales et réglementaires (LHC, RLHC, directive interne CHUV sur le calcul de la compensation financière pour les investissements mis à disposition par l'Etat);
- Plateforme10 : formalisation et coordination, en collaboration avec le DFJC et le SIPal de l'ensemble des conséquences financières des projets mcb-a, Elysée et mudac en vue de la présentation de l'EMPD d'investissement pour l'obtention du financement de la construction du bâtiment «un musée, deux musées»;
- Participation au groupe de travail SIRH, futur nouvel outil de paye de l'Etat de Vaud, notamment dans le cadre de la question de la budgétisation des salaires et du remboursement de frais en faveur des collaborateurs;
- Participation à un groupe de travail piloté par le SSP en vue d'affiner la planification des investissements dans le domaine des établissements sanitaires (Hôpitaux et EMS) et de mieux cerner l'incidence financière de ces projets sur le compte de fonctionnement.

Dans le cadre de ses activités courantes, le SAGEFI a émis 558 déterminations, chiffre très proche de ceux de l'année 2015 (549). Ces préavis qui concernent l'ensemble de l'Administration cantonale vaudoise, s'identifient aux demandes de crédits supplémentaires, décrets d'investissements et projets de modifications de loi ou règlements avec des incidences financières significatives.

En 2016, en sus du suivi budgétaire trimestriel requis par la LFin, un suivi budgétaire mensuel a été mis en place. Il se concentre sur les principales rubriques financières de l'Etat de Vaud et permet ainsi au Conseil d'Etat d'avoir une vision en temps réel de l'évolution des risques budgétaires et des recettes fiscales. Ce suivi budgétaire mensuel permet également de mieux calibrer les besoins budgétaires.

Le budget de l'année 2017 a été voté par le Grand Conseil en date du 14 décembre 2016. Il porte sur un total de charges et de revenus de fonctionnement de CHF 9.3 mrd et présente un excédent de revenus de CHF 62'000.-.

Les conséquences financières des projets de lois fédérales sont un sujet qu'il convient de suivre régulièrement, notamment s'ils engendrent des reports de tâches et/ou de charges sur les cantons. A cet effet, à l'initiative du Canton de Vaud, une phase pilote a été mise en œuvre par l'intermédiaire de la CDF : 6 cantons (VD, SO, SG, GE, ZH et OW) sont ainsi régulièrement consultés pour transmettre leurs appréciations, de manière synthétique, sur les conséquences qu'ils perçoivent au sujet de projets de lois et d'ordonnances fédérales. Un bilan devrait être tiré de cette expérience courant 2017.

Au sujet de la péréquation intercantonale (RPT), un groupe politique constitué de représentants des cantons contributeurs et bénéficiaires, a établi en 2016 un rapport (et un rapport complémentaire) présentant diverses propositions pour améliorer le système de péréquation financière et limiter la sur-dotation du fonds, sujet ayant donné lieu à un conflit entre cantons en 2015, lorsqu'il avait fallu déterminer la dotation de la période quadriennale 2016-2019. Le SAGEFI, a été amené à examiner les projets et préviser de ses conséquences auprès du Chef du DFIRE, en collaboration avec l'OAE. Le projet final sera soumis aux cantons par la CdC dans les premiers mois de 2017.

Finalement, en juin et décembre 2016, l'agence Standard & Poor's (S&P) a confirmé à nouveau la note de référence à long terme du Canton de Vaud à AAA/Stable, soit au maximum de l'échelle des notations financières. Le Canton de Vaud reste ainsi parmi les meilleurs débiteurs de Suisse.

3e réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)

Pour rappel, la Feuille de route du Conseil d'Etat relative à la RIE III a franchi son étape législative en 2015, le Grand Conseil ayant adopté le projet du Conseil d'Etat en date du 29 septembre 2015.

Dans ce cadre-là, le SAGEFI avait activement collaboré avec les autres départements, services et offices concernés (SG-DFIRE, OAE, SG-DSAS, SG-DIRH (OAJE)) au cours des années 2014 et 2015.

En 2016, le service a encore été actif sur cette réforme dans le cadre de :

- la préparation des documents en lien avec le référendum déposé contre le texte relatif à la modification de la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI) sur lequel le peuple s'est prononcé le 20 mars 2016 ;
- des informations transmises à un expert neutre en vue de l'élaboration d'un « rapport sur la situation financière 2013 et 2014 des communes vaudoises en comparaison avec celles du Canton de Vaud » (en réponse à une motion de la Commission des finances de 2015 lors de son examen du 2ème rapport du Conseil d'Etat sur la RIE III) ;
- du projet de loi soumis aux Chambres fédérales, en collaborant avec l'OAE notamment pour défendre la position vaudoise sur certains articles ;
- de la modification de la péréquation intercommunale vaudoise induite par la RIE III, en collaboration avec le SCL.

Projet «Nouveau système d'information financier (SIF – SAP)»

En marge des clôtures trimestrielles et annuelles, le SAGEFI a participé ou a coordonné un certain nombre d'activités en lien avec le centre de compétence SAP. On relèvera notamment plus de 1000 incidents traités par le SAP CC en 2016.

Des évolutions sont actuellement en cours pour la gestion des engagements, le passage aux nouvelles normes européennes en matière de paiement et de facturation, la gestion des participations de l'Etat ou encore pour des applicatifs métiers en passe d'être interfacés avec la solution SAP. Toujours dans ce domaine, divers projets métiers comme l'abandon de Proconcept pour l'ACI, la facturation des géodonnées (GEDI) ou encore la facturation électronique (E-facture) ont pu être intégrés dans la solution. Enfin, l'automne a été consacré à une migration (montée en version de la solution SAP) et le concept de numérisation mis en place pour les pièces comptables saisies au SAGEFI et affichées à l'écran est maintenant opérationnel.

Depuis septembre 2015, le SAGEFI dispense une formation d'une journée pour tout nouvel utilisateur SAP. A fin 2016, 9 sessions de 4 personnes pour un total de 36 ont été organisées. Quelques ateliers pour des problématiques comptables liées à l'utilisation de l'outil SAP ont également eu lieu.

Le rapport de bouclage du projet SIF a été adopté par le Conseil d'Etat en date du 30 novembre 2016. Au total, CHF 30.7 mios auront été dépensés, laissant un disponible de CHF 1.8 mio par rapport au crédit de 2010 et au crédit additionnel de 2013 totalisant CHF 32.5 mios.

D'une manière générale les objectifs principaux du projet ont été atteints. Le processus d'élaboration budgétaire a été amélioré ; les chiffres des différentes versions du budget sont consolidés et contrôlés plus rapidement, laissant ainsi plus de temps pour leur analyse et leur synthèse à l'attention du Conseil d'Etat. Le processus de bouclage des comptes est piloté au travers d'un cockpit de clôtures trimestrielles et annuelles permettant de suivre en temps réel l'évolution des nombreuses activités déployées dans ce contexte par les services de l'ACV.

L'outil obsolète PROCOFIEV a été remplacé et les données archivées. L'administration cantonale vaudoise, plus particulièrement les collaborateurs qui œuvrent dans la fonction financière, est désormais dotée d'un outil de gestion financière moderne, évolutif et dont le fonctionnement donne satisfaction à ses utilisateurs.

Le progiciel SAP offre des perspectives et des opportunités pour améliorer la gestion financière de l'Etat dans les prochaines années. Ce processus a déjà démarré avec l'EMPD No 251 d'août 2015 « octroyant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 9'297'700 pour la mise en œuvre du nouveau système d'information SAMOA (subsidés à l'assurance-maladie et obligation d'assurance) à l'Office vaudois d'assurance-maladie (OVAM) ». En effet, les besoins exprimés par l'OVAM ont trouvé une réponse fonctionnelle dans le module « subventions » proposé par le progiciel SAP. Le projet SAMOA représente ainsi une première brique au lot No 3 du programme du SIF tel que présenté dans l'EMPD de 2010.

Ce même EMPD laissait aussi entrevoir des évolutions possibles au travers d'un lot No 2 relatif au processus des achats. Différents services de l'ACV sont en phase d'étude sur la question et les fonctionnalités SAP dans le domaine des achats (commandes, engagements, gestion des stocks) seront vraisemblablement en fonction à moyen terme.

Finalement, le logiciel SAP-Inkasso pour le processus de contentieux et de recouvrement, mis en fonction au SJL avant le SIF-SAP, sera réintégré dans le SIF-SAP avec une perspective de meilleure intégration des flux financiers et comptables dans ce domaine.

Pour conclure, il convient de rappeler la stratégie à long terme présentée dans l'EMPD No 66 relatif au crédit additionnel susmentionné, soit :

- « la stratégie demeure inchangée en ce qui concerne à terme (après 2014) le remplacement d'applications existantes offrant les

mêmes fonctions afin d'éliminer les redondances.

- Ainsi, les autres solutions de comptabilité générale, voire comptabilités auxiliaires, seront remplacées. Les applications Métiers existantes seront interfacées afin de consolider au sein de la nouvelle plateforme finances les informations à caractère comptables (écritures, débiteurs, créanciers, factures, paiements). A noter que deux domaines restent en dehors de cet objectif en ce qui concerne les comptabilités auxiliaires débiteurs (SAN et ACI).
- Dans le cas de remplacement ou de nouvelles implémentations de solutions métiers, l'objectif est d'utiliser les fonctions financières de la plateforme et de ne pas créer de redondances. A ce titre les processus et procédures devront être adaptés dans les services métiers.
- Dans ce même cas de remplacement ou de nouvelles implémentations de solutions métiers pouvant être potentiellement couvertes par des modules du même fournisseur, la stratégie est de soumettre ces solutions à celles offertes sur le marché (processus de cahiers des charges, appel d'offres, sélection et choix) et de baser le choix final sur l'ensemble des critères (coûts, fonctionnalités, technique, intégration, expérience d'autres administrations, etc.) bien que ces dernières pourraient présenter a priori des avantages d'intégration. Cette stratégie permettra de faire une appréciation des avantages et inconvénients des différentes solutions (ERP / solutions métiers), notamment en matière de risques de dépendance des fournisseurs, tout en stimulant la concurrence ».

Département des finances et des relations extérieures (DFIRE)
Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI)
Sources d'informations complémentaires

Intranet

<http://intranet.etat-de-vaud.ch/finances> (accès réservé aux collaboratrices et collaborateurs de l'Etat de Vaud)

Site officiel du Canton de Vaud

www.vd.ch/sagefi

64.0 Gestion et administration du service

64.0 Gestion et administration du service (SIPaL)

Gestion et administration du service.

Descriptif

Direction du service

Chef de service

Le chef de service conduit le service sur la base d'objectifs. Il définit la stratégie générale et les grands axes de développement du service. Il propose au chef de département une ou plusieurs stratégies en regard de la multiplicité des activités du service. Il les met ensuite en application sous la forme d'objectifs annuels à atteindre (en partenariat avec les responsables de division) et veille à ce que le service opère dans le cadre des missions, au nombre de 17, qui sont les siennes.

Le SIPaL a pour vocation d'être au service des services.

Quelques activités, liste non exhaustive:

- Conduite du service et répondant auprès des élu-e-s.
- Suivi et orientation des projets.
- Lancement de tout nouveau projet immobilier.
- Conduite hebdomadaire des rapports de service.
- Suivi mensuel du reporting financier et RH.
- Analyse de tout nouveau besoin immobilier émanant de l'ACV.
- Promotion du service vers l'extérieur.
- Contacts avec la presse.
- Prospection en vue d'acquisitions.

Le SIPaL est constitué de 5 divisions:

- La *Division architecture et ingénierie*, placée sous la conduite de l'architecte cantonal, est en charge de développer des projets de construction selon les besoins des services de l'Etat et de les réaliser. Elle assure également l'entretien, la valorisation du parc immobilier de l'Etat, la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie.
- La *Division Immobilier* a pour mission de satisfaire les besoins en locaux de l'Administration cantonale. Elle est en charge de louer des locaux auprès de tiers et à des tiers, d'exploiter les bâtiments de l'ACV et de gérer les assurances choses et patrimoine.
- La *Division patrimoine* est composée des Sections monuments et sites et archéologie, chargées de la défense du patrimoine bâti, des origines à nos jours.
- La *Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADEV)* est chargée de la logistique de l'Etat.
- La *Division support* est chargée de la gestion des finances, des ressources humaines, des affaires stratégiques, de la communication et du développement durable.

17 missions stratégiques opérationnelles donnent un cadre précis aux activités du service. Le SIPaL peut compter sur un effectif de 415 personnes.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Départements, secrétariats généraux et services.
- Autres services constructeurs vaudois et hors canton.
- Associations professionnelles.
- Architectes et ingénieurs mandataires des services constructeurs.
- Les sociétés, associations et fondations dépendant de l'Etat (Hospices et Unil exceptés).
- Les communes vaudoises.
- Collaboratrices et collaborateurs du service.

- Entreprises.
- Propriétaires de biens immobiliers (Confédération, communes, collectivités de droit public ou privé, privés).
- Hautes Ecoles.
- Associations locales et nationales.

64.1 Planification stratégique et gestion d'ouvrage

64.1 Planification stratégique et direction de projets de construction

Planification stratégique et direction de projets de construction.

Gestion d'ouvrage – pilotage, direction, conseil et expertise.

Descriptif

Stratégie de planification des bâtiments de l'Etat

- Représentation du maître de l'ouvrage dans toutes les phases stratégiques des opérations de réalisation d'ouvrages.
- Planification des constructions et de leurs incidences financières.
- Contrôle des besoins des services, établissement du programme des constructions et études de faisabilité.
- Conduite des études et démarches urbanistiques.
- Application de la "Stratégie immobilière de l'Etat de Vaud" aux immeubles de l'Etat.

Pilotage opérationnel des opérations de construction

- Obtention des crédits et subventions.
- Organisation des procédures de marchés publics et concours pour l'acquisition de prestations, ainsi que pour les travaux de construction.
- Relations avec les autorités.
- Arbitrage de conflits.

Exécution des projets

- Mise en soumission des chantiers.
- Suivi technique et financier des chantiers.

Stratégie de conservation du parc immobilier de l'Etat et de ses aménagements extérieurs par

- Diagnostic technique et physique des ouvrages.
- Maintien de la valeur du parc immobilier.
- Détermination des besoins et des moyens financiers et techniques (obtention des crédits auprès du CE et du GC).
- Optimisation de l'utilisation des surfaces.
- Planification, contrôle et suivi des installations techniques des bâtiments.
- Réduction des consommations d'énergie et augmentation de la production d'énergie renouvelable.
- Contrôle de la sécurité des ouvrages.
- Pilotage et direction des opérations d'entretien.
- Bouclage et archivage des dossiers techniques et administratifs sous formes numérique et papier.

Maîtrise d'œuvre

- Projet et réalisation de travaux d'entretien (maintenance et réparation) et de modification d'exploitation.
- Surveillance technique des installations, maintien du confort.
- Tenue à jour de la documentation technique, des méthodes d'analyse et de statistiques.

Instruments de travail et conseils

- Etablissement de règles communes aux services constructeurs de bâtiments (SIPaL, UNIBAT, CITS-CHUV, SSP).

- Conseils aux services et aux fondations.

Expertises de constructions scolaires communales

- Préavis sur tous les dossiers des constructions scolaires communales en vue de la délivrance par le DFJC de l'autorisation cantonale ad hoc.
- Contrôle de la conformité des constructions.
- Tenue de statistiques scolaires.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Locataires et personnes utilisatrices des bâtiments locatifs.
- Architectes et ingénieur-e-s mandataires des services constructeurs.
- Autres services constructeurs vaudois et hors canton.
- Les communes vaudoises.
- CSAC, Conférence suisse des architectes cantonaux.
- Associations professionnelles.
- Les fondations.

64.3 Monuments et sites

64.3 Monuments et sites

Monuments et sites.

Descriptif

Identification et connaissance du patrimoine cantonal:

- Validation du recensement fédéral des sites construits (ISOS) pour l'ensemble des communes vaudoises.
- Mise à jour du recensement architectural cantonal par commune.
- Etablissement d'inventaires spécifiques.
- Recherches et rédaction de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.
- Mise à jour de l'inventaire des biens culturels pour la Protection des biens culturels (PBC).

Mesures préventives:

- Mise sous protection par l'inscription à l'inventaire et le classement comme monument historique des sites et ouvrages dignes de protection au sens de la LPNMS.
- Documentation et détermination, en cas d'intervention, de l'intérêt des objets protégés.
- Application des dispositions fédérales en matière de PBC.
- Participation à l'établissement des instruments de planification concernant l'aménagement du territoire.

Contrôle et conseil:

- Analyse des projets intervenant sur des objets protégés, délivrance de préavis et d'autorisations spéciales au sens de la LPNMS.
- Octroi de subventions cantonales à des tiers pour des travaux de documentation, de prévention, de conservation et de restauration.
- Réquisition pour l'Etat et les tiers de subventions fédérales pour les travaux de documentation, de prévention, de conservation et de restauration d'objets protégés.

Transmission des connaissances:

- Mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel, notamment par l'organisation des Journées européennes du patrimoine et par la publication de la revue annuelle Patrimonial.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Propriétaires des objets (Confédération, canton, communes, collectivités de droit public ou privé, privés).
- CAMAC, SDT, DGMR, SERAC, autres services de l'Etat.
- Personnes visiteuses ou utilisatrices du patrimoine vaudois.
- Associations et institutions de défense du patrimoine.

64.4 Archéologie cantonale

Archéologie cantonale.

Descriptif

Détermination du patrimoine archéologique cantonal

- Etablissement et tenue à jour de l'inventaire des sites archéologiques
- Gestion et mise à disposition des données.
- Prospection, détection et évaluation des sites archéologiques.

Protection du patrimoine archéologique cantonal

- Prise de mesures de surveillance, de protection et de conservation.
- Contrôle des projets de construction et d'aménagement.
- Rédaction de préavis, délivrance des autorisations spéciales.
- Dénonciation d'infractions.
- Autorisations, organisation, contrôle, réalisation de fouilles archéologiques préventives ou de sauvetage.
- Conservation et restauration de monuments archéologiques, notamment ceux qui appartiennent à l'Etat.
- Gestion financière, gestion du personnel auxiliaire.
- Gestion de subventions cantonales et fédérales pour l'archéologie.
- Etudes, rapports sur les investigations, publications et informations publiques.

Réalisation de tâches de la Confédération dans le domaine de l'archéologie

- Organisation et réalisation de fouilles pour le compte de la Confédération.

Transmission des connaissances

- Organisation de visites et chantiers archéologiques, publication d'Archéologie vaudoise, chroniques 2014, et participation à diverses autres publications.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Propriétaires (Etat, communes, privés).
- Services de l'administration, en particulier SDT, SESA, SERAC, CAMAC, DGMR, OIT, UNIL, EPFL.
- Entreprises.
- Archéologues.
- Musées.
- Instituts universitaires.
- Sociétés scientifiques.
- Collaborations avec instances et services analogues, en Suisse et à l'étranger.
- Office fédéral de la culture.
- Visiteurs de sites et de monuments, touristes, écoles, public intéressé.
- Services fédéraux (OFROU, CFF, OFCL, La Poste, notamment).
- Bénéficiaires et usagers du patrimoine vaudois.

64.5 Gestion du patrimoine construit et des terrains de l'Etat

64.5 Gestion du patrimoine construit et des terrains de l'Etat

- Valorisation du patrimoine bâti de l'Etat.
- Gestion des baux, fermages et contrats divers.
- Gestion des places de parc attribuées aux collaboratrices et aux collaborateurs de l'Etat.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Services de l'Etat.
- Locataires privés.
- Collaboratrices et collaborateurs bénéficiant d'un logement de fonction.
- Collaboratrices et collaborateurs disposant d'une place de parc.
- Communes et Confédération.
- Administrées et administrés.

64.6 Assurances

Gestion opérationnelle des assurances choses, patrimoine et responsabilité civile.

Descriptif

- Relation avec les services de l'ACV dans le domaine des assurances choses, patrimoine et responsabilité civile.
- Gestion de la facturation interne des primes d'assurances aux services.
- Suivi des relations et coordination avec les différents intervenants au sein de l'Etat.
- Procédures et suivi des sinistres.
- Traitement des prétentions en dommages et intérêts.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Services de l'Etat.
- Assureurs.
- Personnes lésées.

64.7 Surfaces louées auprès de tiers

64.7 Surfaces louées auprès de tiers

Surfaces louées auprès de tiers pour le logement des services de l'Administration cantonale.

Descriptif

- Examen des besoins en surfaces annoncés par les services.
- Recherche de locaux disponibles.
- Négociation des conditions de location, travaux, aménagements, etc.
- Examen des baux à loyer et préavis avant signature par le chef du département concerné.
- Gestion des baux en vigueur (hausses de loyer, décomptes de charges, etc.).

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Services de l'Etat, y compris les établissements d'enseignement.
- Propriétaires.
- Gérances immobilières.

64.8 Bâtiments administratifs et d'enseignement

64.8 Bâtiments administratifs et d'enseignement

Gestion de l'exploitation des surfaces occupées par les services et les pôles d'enseignement professionnel.

Descriptif

- Définition et application des standards de nettoyage.
- Optimisation du nettoyage in/outsourcing.
- Conduite et encadrement du personnel de conciergerie.
- Approvisionnement en machines, matériel et fournitures.
- Gestion, valorisation et tri des déchets produits par l'Administration cantonale vaudoise.
- Appui technique pour des points spécifiques du domaine d'activité.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Services de l'Etat (y compris les établissements d'enseignement).
- Sociétés de nettoyage.
- Fournisseurs.

64.9 Centrale d'achats

Achats et Centre d'édition.

Descriptif

- Achats, approvisionnement.
- Impression et acheminement du matériel de vote communal.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- SJL.
- SG-DIS.
- Services de l'Etat.
- Entités subventionnées.
- Communes.
- Electrices et électeurs.

64.10 Gestion financière et RH

64.10 Gestion financière et RH

L'entité finances est chargée de la gestion budgétaire du service (budget de fonctionnement et d'investissements). Elle assure la tenue des comptes. Elle fournit des prestations de support aux autres entités du service.

L'entité ressources humaines est chargée de la gestion du personnel sur le plan administratif. En outre, elle s'assure du développement, de la promotion et de la mise en oeuvre de la politique RH de l'Etat de Vaud au sein du service, compte tenu des orientations stratégiques, des besoins de l'organisation et des collaboratrices et collaborateurs.

Descriptif

Entité finances

- Etablissement, gestion et suivi du budget de fonctionnement et d'investissements.
- Gestion administrative des paiements aux fournisseurs.
- Facturation clients et gestion du contentieux.
- Gestion de la TVA.
- Etablissement et gestion des décomptes de chauffage.
- Gestion des comptes de chèques et des caisses.
- Gestion de la comptabilité, contrôles, bouclage annuel des comptes.

Entité ressources humaines

- Recrutement.
- Développement des compétences, coordination des actions de formation.
- Gestion des relations de travail.
- Accompagnement lors des changements.
- Conseil, orientation et appui aux cadres.
- Coordination de la formation des apprentis.
- Gestion administrative du personnel.
- Pilotage des entretiens d'appréciation.
- Gestion des projets RH.
- Préparation et gestion du budget du personnel.
- Case Management.
- Participation à divers projets RH transversaux.
- Gestion des effectifs.

Bénéficiaires / public-cibles / partenaires

- Cadres, collaboratrices et collaborateurs du service.
- Services transversaux.

64.11 Affaires stratégiques et communication

64.11 Affaires stratégiques et communication

L'entité Affaires stratégiques et communication est chargée d'assurer la qualité rédactionnelle et la faisabilité politique des documents émanant du SIPaL à destination du public et/ou des autorités politiques.

Descriptif

- Rédaction ou relecture des textes destinés au Grand Conseil, au Conseil d'Etat, au chef du département, au Contrôle cantonal des finances.
- Préparation de présentations publiques d'activités du SIPaL.
- Rédaction de notes stratégiques internes.
- Rédaction de courriers de nature stratégique.
- Rédaction ou supervision de documents destinés à la communication interne ou au site internet.
- Réponses aux consultations.
- Suivi des participations.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- Le chef de service.
- Les autorités politiques cantonales.
- Les collaborateurs et collaboratrices du SIPaL.
- Les autres services de l'Etat.
- Les administré-e-s.

64.12 Développement durable

64.12 Développement durable

L'entité Développement durable a pour mission de définir les objectifs économiques, environnementaux et sociaux des projets de construction de l'Etat et d'en garantir le respect. Dans cette perspective, elle a notamment la charge de fournir un logiciel adapté et propre à certifier que les bâtiments de l'Etat sont conformes aux meilleures normes énergétiques équivalentes à celles de Minergie-P-ECO.

Descriptif

- Développement et adaptation du logiciel Sméo afin d'obtenir une certification pour les bâtiments de l'Etat.
- Etablissement et mise à jour d'un état des lieux du parc immobilier de l'Etat, analyse et propositions de mesures visant à l'assainissement des bâtiments et à l'optimisation de leur entretien.
- Conduite et animation de groupes de travail chargés de valoriser des réalisations exemplaires.
- Organisation de conférences et de débats publics.
- Rédaction de publications spécialisées, de rapports destinés aux autorités politiques cantonales.
- Participation à des groupes de travail aux niveaux intercantonal et national.

Bénéficiaires / publics-cibles / partenaires

- chef-fe-s de projet du service.
- Mandataires externes.
- Services de l'administration.
- Entités des administrations des villes et cantons suisses.

Changement et continuité

Pour le Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPaL), l'an 2016 est placé sous la double enseigne paradoxale de la continuité et du changement.

Comme la situation a été la même que lors des exercices précédents, elle s'inscrit dans la continuité. Le SIPaL est fortement sollicité parce qu'il est un service transversal et qu'il doit année après année répondre à des demandes croissantes: le niveau d'investissements de l'Etat augmente, la population vaudoise croît et l'économie du canton se porte bien. Cette situation a des conséquences directes et immédiates sur la charge de travail qui augmente ou se maintient à un haut niveau dans les diverses entités du service. Comme les années précédentes, le SIPaL est parvenu à répondre à cette demande forte sans augmenter en proportion ses effectifs ou ses dépenses. Il est parvenu à ce résultat en cherchant sans cesse de nouvelles pistes d'économie et en simplifiant dans la mesure du possible ses procédures. Cette façon de faire a conduit à mener des réformes. C'est pourquoi 2016 a aussi été l'année de changements.

La réforme la plus visible a conduit à la fusion de deux divisions en une seule : la Division stratégie et développement et la Division architecture et ingénierie sont devenues une seule entité, la Division architecture et ingénierie. Cette réorganisation a permis d'instaurer une méthode de travail plus rationnelle où les mêmes responsables supervisent un chantier de sa conception à son inauguration. D'autres réformes sont en cours dans d'autres entités: le changement complet de matériel du Centre d'impression ou le vaste projet de réforme de la Fonction achat à la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud en sont des exemples. Ces changements sont donc indispensables pour assurer le maintien de la qualité et de la quantité des prestations fournies par un service qui est au service des autres services de l'Etat et, parfois indirectement, souvent directement, de la population vaudoise dans son ensemble.

Division immobilier

Acquisition

L'achat du bâtiment de la Radio-Télévision Suisse à la Sallaz à Lausanne a marqué 2015. En revanche, 2016 n'a donné lieu à aucune nouvelle acquisition.

Ventes

Quatre immeubles, qui ne répondent pas ou plus à un besoin de l'Etat, ont fait l'objet de discussions avec la Commune territoriale en vue d'une aliénation. Il s'agit de l'ancien Battoir à Bottens, du café des Alpes à Gryon, d'une fraction du bien-fonds de la parcelle de la Fondation Cossy à Ollon et du bâtiment place du Tunnel 3 à Lausanne.

En collaboration avec le SG-DIS, les démarches se sont poursuivies en vue de la vente de la cure catholique d'Echallens à la Fédération ecclésiastique catholique romaine du canton de Vaud (FEDEC-VD).

Autres projets particuliers

La Division immobilier a procédé à des analyses économiques pour plusieurs projets majeurs, soit:

- Cession par la Confédération des sites de Savatan, Dailly et Front Bastionné pour l'Académie de police (projet Synersec);
- Regroupement des Centrales d'urgence 117 et 144 et de l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC) dans le nouveau centre de l'ECA prévu sur le site de la Grangette à Lausanne (projet ECAVENIR);
- Nouvelle Maison de l'environnement à Epalinges;
- Déplacement du SAN;
- Regroupement des Cours de justice du Tribunal cantonal sur un site unique.

L'entrée en vigueur de la RPT au 1er janvier 2008 a eu pour effet de transférer la propriété des routes nationales et de leurs composantes à la Confédération. La Division immobilier a participé activement à la rédaction des conventions concernant l'exploitation, l'entretien et la rénovation des centres de Bursins, du Mont-sur-Lausanne et d'Yverdon.

La fluctuation à la baisse de l'indice suisse des prix à la consommation a conduit la Division immobilier à présenter des demandes de baisse de loyer auprès des différents bailleurs. Cette démarche a permis une réduction de CHF 360'000.- du budget 2017 affecté aux paiements des locations.

Locaux loués auprès de tiers pour les besoins des entités de l'ACV

Situation des locaux au 31 décembre 2016

Surfaces louées = 210'804 m².

Loyers annuels payés (hors charges): CHF 45'077'863.-.

Nombre de baux et de contrats en gestion: 753, y compris pour des places de parc et divers objets particuliers.

Variation des surfaces en 2016:

- 5741 m² de surfaces nouvelles.
- 3457 m² de surfaces libérées.
- 9835 m² de surfaces précédemment louées et désormais propriétés de l'Etat (à la suite de l'acquisition du Tribunal d'arrondissement de Lausanne et de Riponne 10).

Baisse des surfaces louées par rapport à l'année 2015: 7551 m².

Cette diminution des surfaces louées répond à la Stratégie immobilière du Conseil d'Etat. Selon celle-ci, l'Etat privilégie pour ses activités pérennes la propriété par rapport à la location des bâtiments qu'il occupe.

Principales modifications de contrats et nouveaux contrats majeurs

Deux nouveaux postes de Gendarmerie ont été aménagés à Aigle (392 m²) et à Coppet (163 m²). Une brigade de la Police de sûreté a pris ses quartiers au Mont-sur-Lausanne (460 m²) et une halle de stockage a été louée à Montpreveyres (612 m²).

Une extension de l'ECAL, par la reprise de locaux précédemment occupés sur le site par la Commune de Renens (1'103 m²), est intervenue fin 2016.

Une agence de la Caisse cantonale de chômage a été ouverte à Echallens (240 m²). L'Office régional de placement d'Aigle a été transféré sur un autre site (620 m²).

Objets locatifs propriété de l'Etat de Vaud mis en location auprès de tiers

657 baux actifs, soit 367 contrats pour des locaux d'habitation ou commerciaux et des places de parc et 290 pour des parcelles agricoles, vignes et objets divers. Ils ont généré un revenu locatif annuel net de CHF 11'660'164.-.

Exploitation

Conformément à la loi sur les marchés publics, la Division immobilière a mis en soumission l'exploitation de 18 sites pour une surface totale de 46'869 m², représentant un volume financier de CHF 837'000.-. Parmi ceux-ci, celui du Gymnase de Renens (ou CEOL, Centre d'enseignement postobligatoire de l'Ouest lausannois), qui représente une surface de 12'331 m².

Que ce soit grâce aux ressources internes ou que la tâche soit externalisée, le SIPaL assure le nettoyage d'environ 537'000 m². Cette surface a augmenté en 2016, notamment à la suite de l'ouverture du nouveau Gymnase de Renens.

Plusieurs dossiers majeurs ont été traités en 2016 :

- Mise en place de la conciergerie/exploitation et du nettoyage des locaux du nouveau Gymnase de Renens.
- Réorganisation de la conciergerie du Centre professionnel du Nord vaudois (CPNV) à Yverdon-les-Bains.
- Elaboration des nouveaux tarifs de location des salles de sport cantonales avec reprise par le SIPaL de la facturation des infrastructures concernées, anciennement assurée par la DGEP.
- Introduction du nouveau système de gestion et de contrôle du stationnement dans les parkings de l'Etat par les numéros d'immatriculation des véhicules, en remplacement des anciennes vignettes de parage utilisées jusqu'en 2015.
- Pérennisation d'un nouveau système de formation continue du personnel d'exploitation en collaboration avec le CEP.
- Révision des processus d'évacuation incendie des bâtiments Longemalle 1 à Renens et du complexe cantonal Riponne 10/Université 5.

Assurances

Le nombre de sinistres en lien avec les assurances a connu une légère diminution, 252 en 2016 contre 265 en 2015. Il s'agit de 14 cas d'incendie, 182 cas de prétentions en responsabilité civile et véhicules et 56 dommages divers, dont 29 vols.

Sur préavis du Groupe de travail «Assurances Entité stratégique» nommé par le Conseil d'Etat, la couverture d'assurance vol a été supprimée au 31 décembre 2015. Le remplacement des objets et équipements dérobés est désormais à la charge des entités concernées, le SIPaL assumant le coût des dommages occasionnés aux locaux et bâtiments.

Les différents chantiers de l'Etat actuellement en cours sont régis par un contrat-cadre couvrant la Responsabilité civile du maître de l'ouvrage (RCMO) et les Travaux de construction (TC). A la suite d'une analyse économique, ce contrat a été résilié au 31 décembre 2016. En revanche, la couverture selon les conditions définies par le contrat-cadre se poursuit jusqu'à la fin des travaux pour huit d'entre eux. A partir du 1er janvier 2017, tout nouveau chantier majeur ou à risque conduit par le Canton fera l'objet d'un contrat individuel dont les conditions seront négociées ponctuellement, au vu des spécificités de chacun d'eux.

L'analyse de risques conduite tant pour le data center de la DSI que pour les équipements du Centre d'édition de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADEV) a permis d'identifier les risques majeurs et de souscrire une couverture d'assurance adaptée pour chaque objet.

Division architecture et ingénierie

En 2016, la Division architecture et ingénierie (A+I) a fusionné avec la Division stratégie et développement. Depuis lors, sous la direction de l'architecte cantonal, la nouvelle entité, qui a conservé le nom de Division architecture et ingénierie, se charge de toutes les étapes du développement d'un projet, de sa genèse aux premières études, jusqu'à sa réalisation puis son entretien.

Cette fusion a été assortie d'une réorganisation complète de la Division architecture et ingénierie avec la refonte de l'organigramme, des cahiers des charges des collaboratrices et des collaborateurs et de la méthodologie de conduite des projets. Elle s'accompagne de la révision des directives administratives internes visant la simplification et l'adaptation aux normes et procédures vaudoises et suisses du domaine de la construction. Cette mutation est en cours et se poursuivra en 2017 avec la mise à jour progressive des documents de travail, conjointement avec UNIBAT, le service des constructions de l'Université. Les premiers effets se font déjà sentir par une efficacité accrue dans le suivi et la conduite des 67 projets d'investissement en cours.

Les activités de stratégie ont été sorties de la Division architecture et ingénierie. Elles sont pilotées directement par le chef de service. Une unité autonome issue de l'ingénierie a été créée pour le développement durable.

La totalité des projets et chantiers gérés par la Division architecture et ingénierie représente un budget de CHF 2,42 milliards.

En 2016, plusieurs projets ont été menés à terme. L'Etat a pu inaugurer:

- la restauration du portail de Montfalcon de la Cathédrale de Lausanne ;
- le nouveau restaurant du Centre de compétence à Gollion.

La Division architecture et ingénierie a continué divers chantiers commencés en 2014 et 2015, dont notamment:

- la reconstruction du Parlement vaudois;
- la construction du Centre d'enseignement postobligatoire de l'Ouest lausannois à Renens (Gymnase de Renens);
- à la suite de la construction de Centre d'enseignement postobligatoire de Nyon (Gymnase et école professionnelle commerciale), la construction de la salle de sport;
- l'assainissement et l'agrandissement de la Haute Ecole d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud (HEIG-VD) à Yverdon-les-Bains;
- la restauration du château Saint-Maire, à Lausanne;
- la construction de nouveaux auditorios pour la Faculté de biologie et de médecine à César-Roux, à Lausanne;
- la reconstruction du bâtiment de la rue de la Gare 45 à Payerne.

La Division architecture et ingénierie a également ouvert de nouveaux chantiers en 2016:

- l'assainissement des réseaux et des infrastructures des EPO à Orbe;
- le Synathlon à Dorigny;
- le nouveau Musée cantonal des Beaux-Arts (MCBA) sur le site de Plateforme 10 à Lausanne;
- les pavillons modulaires pour la Police cantonale à Savatan;
- le pont de liaison du terrain de La Pala à Chavannes-près-Renens en vue de la réalisation des logements pour étudiants «Vortex».

L'Etat a récompensé deux équipes de mandataires lors de concours pour réaliser des bâtiments majeurs:

- le projet «Propaedeutikós» de rénovation des façades et de transformation du bâtiment de l'Amphipôle à Dorigny;
- le projet «Banquet» de création du Campus Santé. Ce pôle de formation médicale devra accueillir 2500 étudiants et utilisateurs. S'y construiront 500 logements pour étudiants et des activités annexes, sur le terrain des Côtes de la Bourdonnette.

D'autres chantiers sont en phase d'étude et de procédure:

- le projet «Vortex» pour la réalisation de 1'200 logements d'étudiants sur le site de La Pala à Chavannes-près-Renens, dont la maîtrise de l'ouvrage est désormais assurée par la Caisse de Pensions de l'Etat de Vaud (CPEV);
- le projet «Un musée, deux musées» pour la construction du nouveau Musée de l'Elysée et du Mudac sur le site de Plateforme 10 à Lausanne;
- la surélévation du bâtiment administratif de la rue de l'Université 5 à Lausanne ;
- le projet «Abaka» pour l'extension et la rénovation de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCUL) à Dorigny;
- le concours pour le bâtiment des Sciences de la Vie sur le site de Dorigny, pour l'Université de Lausanne;
- l'assainissement énergétique du bâtiment de l'Ecole romande d'arts et communication (ERACOM) à Lausanne, pour la DGEP;
- la Maison de l'environnement (MEV), bâtiment administratif, à Épalinges, pour la DGE;
- La relocalisation du SAN à Romanel-près-Lausanne, pour le DTE;
- L'extension du Centre d'entretien des routes nationales (CERN) à Rennaz, pour la DGMR;
- le centre de formation des assistants socio-éducatifs (ASE) à Épalinges, pour la DGEP;
- la prison du Nouveau Bois-Mermet sur le site des Plaines de l'Orbe, pour le SPEN;
- les gymnases du Chablais, d'Echallens et de Rolle, et l'extension des gymnases de Burier et de la Broye pour la DGEP.

Autres événements marquants

En 2016, le SIPaL a continué à promouvoir l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments de l'Etat. Plus de 900 m2 ont été

réalisés en 2016. Selon les projets, les bâtiments de l'Etat seront couverts d'au moins 12'000 m2 de panneaux en 2018, contre 1'098 en 2014.

Les travaux de restauration et d'entretien des bâtiments ont représenté une part importante de l'activité de la division.

La collaboration entre le SIPaL et la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud avait permis en 2015 de conclure un partenariat dans le cadre de la construction de logements d'étudiants à La Pala. Un nouveau partenariat a été décidé en 2016 avec le projet de logements sur les Côtes de la Bourdonnette.

Le SIPaL entreprend la revalorisation de son patrimoine foncier avec le futur Plan partiel d'affectation (PPA) de la Campagne des Cèdres au bénéfice des institutions présentes sur place et en coordination avec Vaudoise Assurances.

Projets adoptés par le Conseil d'Etat en 2016		
---	--	--

Crédit d'études de CHF 340'000.- pour financer les études préliminaires d'un bâtiment pour la DGE sur le site du Plan d'affectation cantonal « Vennes » à Epalinges	CHF	340'000
Crédit d'étude de CHF 400'000.- pour financer l'actualisation et le développement du projet de la salle de sport VD5 planifiée sur le site d'enseignement de Marcelin à Morges, d'un nouveau parking et du réaménagement des espaces extérieurs	CHF	400'000
Crédit d'études de CHF 400'000.- pour financer les études de projets d'infrastructures et de mise en conformité du Centre de Compétence de la Protection de la Population (CCPP) à Gollion	CHF	400'000
Crédit d'études de CHF 400'000.- pour les études de faisabilité et de programmation du futur Gymnase du Chablais à Aigle. Demande de nomination du Comité de pilotage et de la Commission de projet du Gymnase du Chablais à Aigle	CHF	400'000
TOTAL	CHF	1'540'000

Projets adoptés par le Grand Conseil en 2016		
--	--	--

Crédit d'investissement de CHF 55'050'000.- pour financer l'acquisition de l'immeuble avenue du Temple 40 à Lausanne, propriété de la Société suisse de radiodiffusion et télévision	CHF	55'050'000
Crédit d'ouvrage de CHF 3'757'000.- pour la construction du "bâtiment des services de l'UNIL – nouvelle annexe à la Ferme de la Mouline" à l'Université de Lausanne à Dorigny	CHF	3'757'000
Crédit d'ouvrage de CHF 1'260'000.- pour la déviation de la rue de la Mouline à l'Université de Lausanne à Dorigny	CHF	1'260'000
Crédit d'ouvrage de CHF 4'700'000.- destiné à financer un bâtiment d'hébergement et de formation composé d'une structure modulaire à l'Académie de Police à Savatan	CHF	4'700'000
Crédit d'investissement de CHF 8'000'000.- pour financer la réalisation de la passerelle piétonne et routière destinée à raccorder le terrain de La Pala à Chavannes-près-Renens, qui accueillera les logements pour étudiants/village olympique, au site de l'Université de Lausanne, comprenant les études du projet d'exécution et la réalisation de la Passerelle de la Sorge enjambant la voie du métro M1, la route de la Sorge ainsi que la rivière La Sorge	CHF	8'000'000
Crédit additionnel de CHF 1'350'000.- au crédit d'ouvrage de CHF 17'530'000.- octroyé par décret du 12 juin 2012 afin de financer la sécurisation et l'agrandissement de la Colonie des Etablissements de la Plaine de l'Orbe (EPO)	CHF	1'350'000
Crédit d'ouvrage de CHF 2'600'000.- destiné à financer la réfection des installations sanitaires du bâtiment principal de la Haute Ecole Pédagogique du Canton de Vaud (HEP Vaud) – avenue de Cour 33 à Lausanne	CHF	2'600'000
Crédit d'ouvrage de CHF 7'225'000.- destiné à financer la rénovation intérieure de l'Aula de Cèdres de la Haute Ecole Pédagogique du Canton de Vaud (HEP Vaud) – avenue de Cour 33bis à Lausanne	CHF	7'225'000
TOTAL	CHF	83'942'000

Division patrimoine

Mesures de recensement et de conservation

La Section monuments et sites (la Section MS) a rédigé 220 préavis à l'attention du SDT dans des dossiers de planification (+7).

Elle a révisé le recensement architectural des communes de Chavornay, Coppet, Jorat-Mézières, Lucens et Montreux.

Au titre des monuments historiques classés, la Section MS a protégé définitivement 4 objets. Il s'agit de l'Ancienne Maison de Ville à Aigle, la Maison Dupasquier à Concise, le Château de Duillier et d'un périmètre plus étendu autour du château du Châtelard à Montreux.

Parallèlement, la Section MS a actualisé la liste des objets classés monuments historiques. Cette liste a été validée par le Conseil d'Etat le 22 juin 2016. Ce travail a permis de transférer 34 sites naturels classés auprès de la DGE. 370 objets et 20 séries ou collections d'objets ont été également transférés auprès du SERAC à la suite de cette mise à jour. Ce sont finalement 1'843 objets et parcelles qui sont protégés par une mesure de classement au titre de l'article 52 de la loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS).

Parmi les activités de sauvegarde, la section MS a suivi 110 chantiers de restauration (+4). Elle a émis 1'226 préavis ou autorisations spéciales auprès de la CAMAC (+154) et 759 déterminations préalables (+195).

La Cour de droit administratif et public (CDAP) a sollicité la Section MS dans 68 causes (+2), dont 33 causes nouvelles en 2016 (+8). Elle a, par ailleurs, octroyé 142 mandats d'expertise (-9) pour un montant de CHF 382'488.- afin d'assurer la conservation et la sauvegarde de 122 ouvrages.

La Section archéologie cantonale (la Section AC) a traité 857 dossiers soumis par la CAMAC. Dans 232 cas, il a fallu prescrire des mesures conservatoires. En outre, de nombreux autres projets touchant à des régions archéologiques identifiées ou potentielles parviennent à la Section AC par d'autres voies comme les études d'impact sur l'environnement, les projets urbanistiques, les syndicats d'améliorations foncières, etc.

Subventions

La Section monuments et sites a octroyé 31 subventions cantonales (+5) à hauteur de CHF 1'347'443.- (+ CHF 156'042.-). Par le Fonds cantonal des monuments historiques, elle a attribué, comme en 2015, 20 aides financières pour CHF 208'377.- (+ CHF 34'833.-). Elle a octroyé 9 subventions fédérales pour un montant de CHF 911'490.- (- CHF 790'891.-).

La Section archéologie a octroyé 9 subventions cantonales à hauteur de CHF 278'618.- pour financer des fouilles préventives liées à des projets immobiliers ou des projets d'infrastructures. Elle a également alloué 2 subventions fédérales à hauteur de CHF 176'805.- dans le cadre de la Convention-programme dans le domaine de la conservation des monuments historiques, de l'archéologie et de la protection des sites pour la période 2016-2020.

Publications

La Section monuments et sites a contribué à la rédaction d'un opuscule consacré au Temple de Nyon édité par la Société d'histoire de l'art en Suisse.

L'archéologie cantonale a produit le quatrième numéro de «Archéologie vaudoise. Chroniques 2015». Plusieurs volumes ont été publiés dans la collection des Cahiers d'archéologie romande: un sur les mégalithes vaudois, un autre constitue les actes d'un colloque tenu à Arzier sur les chartreuses. Enfin, cinq volumes publiés également en 2016 constituent la synthèse des résultats des dix-huit campagnes de fouilles menées en trente ans par l'Université de Lausanne sur le site de la villa romaine d'Orbe-Boscéaz.

Découvertes archéologiques

Les surveillances des travaux, les sondages de diagnostic et les fouilles préventives ont occasionné en 2016 de nombreuses découvertes. Il convient d'énumérer les principaux chantiers. Des fouilles dans la rue Haute et la rue Jean-Lecomte à Grandson ont permis de mettre au jour plus de 170 sépultures à inhumation. Le cimetière a duré de la création du prieuré au XIIe siècle jusqu'à la Réforme. Vidy a vu en 2016 deux chantiers importants. Les fouilles écoles de l'Université de Lausanne ont poursuivi l'exploration du quartier d'habitation situé à l'entrée occidentale de l'agglomération de Lousonna. Non loin de là, le réaménagement du siège du Comité international olympique a conduit à mener d'importantes fouilles archéologiques. Elles ont permis de dégager les vestiges de l'ancien port romain et environ 280 tombes médiévales. Ces vestiges exceptionnels (jetée, entrepôt, latrines, aménagements de berges, épave...) présentent un intérêt scientifique majeur. Le prélèvement en vue d'étude des 600 bois romains gorgés d'eau qui les composent représente une extraordinaire collection de référence pour l'antiquité dans nos régions. A Mollens, une fouille préventive a été conduite préalablement à un projet communal de transformation de l'ancienne forge pour y aménager des logements. Les résultats révèlent une utilisation funéraire de ce secteur, du début du Moyen Âge à la Période moderne. La grande majorité des tombes mises au jour sont des fosses simples comportant différents types d'aménagements en bois (coffrages, cercueils etc.). Une coquille de pèlerin liée à une tombe, sans doute médiévale, a également été découverte. Les sépultures les plus anciennes, orientées ouest-est, remontent aux VIIe-VIIIe siècles, au regard des objets associés – plaque-boucle en os sculpté et argent, boucle de ceinture du VIIe siècle – et de leur typologie (13 tombes en coffres de dalles). Sur la colline du Mormont, à la Sarraz, les recherches archéologiques préventives ont repris au printemps 2016. Les investigations ont permis de mettre au jour de nouveaux vestiges de l'exceptionnel et énigmatique site helvète de la fin de l'âge du Fer (vers 100 av. J.-C.).

Autre site d'époque celtique, Vufflens-la-Ville. Dans le cadre de la construction de la route cantonale (RC 177), la vaste opération d'archéologie préventive commencée en 2015 s'est terminée en 2016. Desservie par une voie d'accès, cette agglomération comprend un secteur d'habitat, ainsi qu'un secteur artisanal où ont été produits des objets en fer et en bronze de grande qualité. Les bâtiments, rénovés et/ou reconstruits durant plusieurs générations, présentent une architecture de terre et bois avec des sols en terre battue à l'intérieur des constructions. Plusieurs fours de potiers témoignent d'une production locale importante.

Manifestations publiques

Les journées européennes du patrimoine ont attiré 6010 visiteurs sur 12 sites vaudois. Cette fréquentation est la troisième de Suisse après Berne et Genève. Le thème en était «Oasis des villes, oasis des champs».

Le Musée cantonal d'archéologie et d'histoire et le Musée monétaire cantonal, en partenariat avec l'Archéologie cantonale vaudoise, le Cercle vaudois d'archéologie, l'Université de Lausanne, ont mis sur pied les 23 et 24 avril les Journées vaudoises d'archéologie et de numismatique - Au temps des Celtes. Ce nouveau rendez-vous annuel est constitué d'animations, de visites guidées des expositions permanentes et d'actualité. Les deux journées ont été précédées d'une journée consacrée aux actualités de la recherche dans le canton destinées aux professionnels.

La Commune et le Canton ont mis sur pied un colloque international qui s'est déroulé les 11 et 12 novembre à Payerne sur le thème «La naissance de la première église sous l'abbatiale de Payerne: de l'établissement profane au premier lieu de culte». Cette table ronde a permis aux principaux scientifiques engagés dans l'étude des édifices religieux comparables (Romainmôtier, Cluny, etc.) d'échanger leurs expériences, condition indispensable aux avancées de la recherche archéologique et à la transmission des savoirs.

Centrale d'achats de l'État de Vaud

La Centrale d'achats de l'Etat de Vaud, la CADEV, a poursuivi les recherches d'économies dans divers domaines. Grâce à des contrats-cadres ciblés, des négociations et la poursuite des opérations de standardisation en amont des projets, elle a notamment réalisé des économies dans le secteur du mobilier. Plus de 40% de ses économies ont été réalisées dans le cadre de projets de construction.

L'Exposé des motifs et projet de décret (EMPD) concernant le renouvellement des équipements d'impression du Centre d'édition a été adopté en février par le Grand Conseil. Le Centre d'édition dispose de moyens de production adaptés à son temps. Ils permettent de répondre de manière adéquate et dans les délais requis aux besoins des services utilisateurs. Avec l'installation des équipements au cours du second semestre 2016 a commencé une période de transition durant laquelle il s'agit d'assurer le transfert progressif de l'ensemble des travaux d'impression de l'ancienne technologie toner vers la nouvelle en jet d'encre. C'est à la fin de l'année 2017 que les effets positifs envisagés pourront être quantifiés.

Le Conseil d'Etat a accepté en 2016 le contenu et les modalités de mise en œuvre de la Réforme des achats de l'Etat de Vaud (projet RefA). Le SIPaL est en charge de mener à bien cette réforme qui ne se limite pas au remplacement d'un outil métier. Il s'agit de revoir toute une organisation qui nécessite l'analyse des aspects du métier des achats et de la technique qui concernent l'Etat de Vaud dans son ensemble. C'est par le biais d'un EMPD que les modalités de la réforme pourront être soumises au Grand Conseil en 2017.

Division support

RH et Finances

La forte activité de toutes les entités du SIPaL et les réformes réalisées ou en cours dans plusieurs secteurs ont mobilisé la Division support pendant toute l'année 2016. Les Ressources humaines ont dû revoir les cahiers des charges d'une cinquantaine de collaboratrices ou de collaborateurs concernés par la fusion de la Division stratégie et développement et de la Division architecture et ingénierie. De même les Ressources humaines ont procédé en 2016 à 152 entretiens de recrutement qui ont abouti à 18 engagements fixes et à 37 engagements d'auxiliaires.

L'entité Finances a également connu une forte sollicitation. Elle a réglé plus de 24'000 factures relevant du budget de fonctionnement et 3805 factures relevant du budget d'investissement. Ce secteur a travaillé sur la migration de l'outil métier Planon et sur la mise en place de nouvelles interfaces vers SAP. Il s'est aussi efforcé d'optimiser plusieurs tâches pour rationaliser le travail quotidien.

Affaires stratégiques et communication

La section a collaboré à des réponses à sept interpellations, à un postulat et deux questions orales, à deux réponses aux observations de la Commission de gestion, à 16 recommandations du CCF et à 14 consultations. Elle a rédigé diverses présentations publiques du SIPaL et le rapport annuel de gestion. Enfin, elle a élaboré les cahiers des charges de 14 participations conformément à la loi sur les participations.

Développement durable

Dans le domaine informatique, le SIPaL continue ses développements visant à bénéficier d'outils performants propres à assurer le respect de la Stratégie immobilière du Conseil d'Etat.

En phase de conception, le logiciel Sméo permettra d'assurer le respect des principes du développement durable dans la conception et la construction de bâtiments. Il garantira des performances équivalentes à la certification Minergie-P-ECO en mettant en place une nouvelle certification. Cette dernière devrait s'avérer plus étendue et moins onéreuse que celle de Minergie.

Le logiciel Tener est pour sa part en phase d'exploitation. Le SIPaL en poursuit le développement en partenariat avec des cantons romands et des organismes parapublics. Ce logiciel conçu par le SIPaL permet de gérer la consommation d'énergie des bâtiments.

Publications

La stratégie immobilière de l'État de Vaud

Sites internet

Patrimoine vaudois: www.patrimoine.vd.ch

Parlement: www.parlement.vd.ch

Pôle muséal: polemuseal.ch

Cathédrale de Lausanne: www.cathedrale-lausanne.ch